



**Etude de base sur les moyens de subsistance et les filières porteuses dans la zone du Liptako-Gourma**

**Rapport d'étude**

*Novembre 2018*

## **TABLE DES MATIERES**

LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS .....	2
INTRODUCTION.....	3
i. Bref aperçu du projet .....	3
ii. Contexte et justification de la mission .....	6
iii. Objectifs de la mission .....	6
<b>I. METHODOLOGIE D'INTERVENTION .....</b>	<b>9</b>
1.1 Phase préparatoire.....	9
1.1.1 Rencontre de briefing et de cadrage.....	9
1.1.2 Revue documentaire.....	9
1.1.3 Identification et échantillonnage des groupes cibles à rencontrer .....	10
1.1.4 Elaboration des outils de collecte des données et du canevas du rapport .....	9
1.2 Phase de collecte et d'analyse des données.....	10
1.2.1 Phase de collecte des données .....	10
1.2.2 Phase d'analyse des données .....	10
1.3 Phase de rapportage.....	13
<b>II. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ETUDE .....</b>	<b>13</b>
<b>A. RESULTATS SUR LES MOYENS D'EXISTENCE .....</b>	<b>13</b>
A1. Quelques définitions .....	135
1. Caractéristiques des communes de la zone du projet .....	138
2. Analyse des marché de la zone d'intervention .....	138
3. Analyse du calendrier saisonnierdes populaltions de la zone .....	22
4. Catégorisation socioéconomique des populations de la zone .....	26
5. Analyse des sources de Nourriture des ménages de la zone.....	27
6. Analyse des sources de revenus des ménages de la zone .....	25
7. Analyse des dépenses des ménages de la zone d'intervention.....	27
8. Risques, chocs et stratégies d'adaptation.....	31
<b>B. RESULTATS SUR L'IDENTIFICATION DES FILIERES PORTEUSES .....</b>	<b>13</b>
B.1. Quelques définitions .....	136
B.2. Identification des filières porteuses .....	136
B.3. Dégager les filières porteuses selon les populations et l'analyse des marchés .....	40
<b>C. PRINCIPAUX ACTEURS INTERVENANT DANS LA ZONE .....</b>	<b>41</b>
<b>CONCLUSION DE L'ETUDE.....</b>	<b>42</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>43</b>

## LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AGR	Activités Génératrices de Revenus
ALG	Autorité du Liptako - Gourma
ALPC	Armes Légères de Petits Calibres
AQMI	Al Qaeda au Maghreb Islamique
CR	Conseil Régional
CCAC	Convention sur les Armes Classiques
CFDC	Centre de Formation et Développement Communautaire
CICR	Confédération Internationale de la Croix Rouge
CNCCAI	Commission Nationale de Contrôle et la Collecte des Armes Illicites
CR	Conseil Régional
CTP	Conseiller Technique Principal
DIM	Modalité d'Exécution Directe
DNPGCCA	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires
DRFPT	Direction Régionale de la Formation Professionnelle et Technique
FP	Filières Porteuses
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
HACP	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IDH	Indice de Développement Humain
IDS	Instrument de Stabilité
IEC	Informations Education et Communication
INS	Institut National de la Statistique
ME	Moyens d'Existences
MEJ	Ministère de l'Entreprenariat des Jeunes
MEPT	Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques
MUJAO	Mouvement pour l'Unification et Jihad en Afrique de l'Ouest
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDC	Plan de Développement Communal
PM	Police Municipale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SAP	Système d'Alerte Précoce
SG	Secrétaire Général
ST	Services Techniques
STD	Service Technique Départemental
TDR	Termes De Reference
UE	Union Européenne

## INTRODUCTION

### i. Bref aperçu du projet

La zone du Liptako-Gourma est l'enclave dans l'enclave, autour du point de jonction entre les trois régions sahéliennes les plus déshéritées du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Cette zone transfrontalière, administrée par l'Autorité du Liptako-Gourma (ALG) depuis 1970, est marquée par une forte pauvreté<sup>1</sup>, un climat désertique et une forte insécurité issue de la crise Nord malienne (2011-2012) et exacerbée par les activités de groupes armés terroristes échappant au contrôle des forces armées des Etats. Les vecteurs de conflits et d'insécurité transcendent les frontières nationales des pays de la zone. La grande perméabilité des frontières et la faible présence et capacités limités des forces de sécurité dans les zones frontalières concourent à l'instabilité de ces zones et se répercutent même sur l'ensemble du territoire de ces pays. Dans certaines zones, les conflits actuels ont bouleversé les économies locales et déchiré le tissu social déjà mis à l'épreuve par un taux de pauvreté très élevé comme indiqué ci haut.

Bien qu'ils existassent déjà dans le passé, les déplacements de population et les migrations irrégulières sont en augmentation. Au-delà de cet environnement fragile, le manque général de services gouvernementaux, la décentralisation s et la présence très limitée des forces de sécurité étatiques constituent les obstacles majeurs pour toute stratégie visant à promouvoir la stabilité dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest. Comme résultats de la marginalisation politique, sociale et économique, les frontières communautaires côté Malien, Nigérien et Burkinabé des régions de Liptako-Gourma ont souffert et continuent de souffrir de l'isolation et de l'extrême pauvreté. Cette pauvreté a créé un cercle vicieux qui doit être combattu par le moyen d'efforts coordonnés et globaux de la part des autorités et des partenaires internationaux.

Les jeunes et les femmes, principales victimes de la pauvreté sont davantage exposés qu'il n'existe pas d'offre appropriée de formation professionnelle et d'opportunités d'activités génératrices de revenus. L'élevage, principale activité économique est confronté au problème d'insécurité, notamment le vol de bétail, l'insuffisance de couloirs de transhumance et le manque d'infrastructures permettant de créer une chaîne de valeurs.

Cette tendance s'est accrue dans la zone créant un climat de manque de confiance entre les membres des différentes communautés, les acteurs gouvernementaux locaux et nationaux.

Pour pouvoir adresser ces questions, les pays du Sahel ont élaboré une stratégie axée sur trois domaines principaux que sont la Sécurité, la Gouvernance et la Résilience définis comme objectifs stratégiques et organisés suivant des thèmes principaux.

Les objectifs stratégiques visent à appuyer et renforcer les initiatives en cours et à combler les lacunes déjà identifiées. Une série d'objectifs spécifiques et une liste indicative de mesures à prendre sont proposées pour atteindre ces objectifs. Il s'agit de :

- L'amélioration d'une gouvernance inclusive et efficace à travers la région ;
- Le renforcement de la capacité des mécanismes de sécurité nationaux et régionaux à gérer les menaces transfrontalières ;

---

<sup>1</sup> Environ 70% des ménages de cette région vit en dessous du seuil de la pauvreté selon une étude HEA en 2016

- L'intégration des plans de développement et humanitaires pour construire une résilience dans le long terme.

Plusieurs initiatives sont envisagées par les Etats et ses partenaires pour atteindre ses objectifs.

Au Niger, les ministères de l'entrepreneuriat des jeunes et celui de la formation professionnelle et technique travaillent en parfaite symbiose avec les partenaires techniques et financiers multilatéraux et bilatéraux.

C'est dans cet effort d'appui au développement du pays que le PNUD a bénéficié des ressources de Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) pour appuyer l'initiative sous régionale de promotion de la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans le Liptako Gourma (Mali, Burkina et Niger). Cette initiative sous forme d'un projet conjoint entre les 3 pays, est pilotée par le bureau du PNUD Burkina Faso.

Il s'agit d'un projet qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie Sahel à travers les objectifs suivants :

**Objectif 1.2.** Renforcer la capacité des autorités locales et des institutions et mettre en place des mécanismes pour une participation plus large et plus inclusive de la communauté et des groupes vulnérables, y compris les femmes dans le développement local ;

**Objectif 1.3.** Renforcer les capacités de l'Etat pour assurer un accès plus équitable aux ressources et aux services socioéconomiques

**Objectif 1.6 :** Soutenir la sécurité communautaire et la cohésion sociale par un dialogue participatif et inclusif pour les pays du Sahel.

L'approche préconisée par le projet est de contribuer à la cohésion sociale au sein des populations et à la sécurité communautaire à travers des interventions dans les domaines prioritaires du Fonds de Consolidation de la Paix :

- « Réconciliation nationale » ;
- « Gestion des ressources naturelles » et ;
- « Moyens de subsistance durables ».

#### a. La zone d'intervention du projet au Niger

Au Niger, il est prévu d'intervenir dans les départements de Téra et de Bankilaré. L'équipe du projet, en accord avec le comité de pilotage et tenant compte des conditions sécuritaires a décidé d'intervenir dans les communes suivantes :

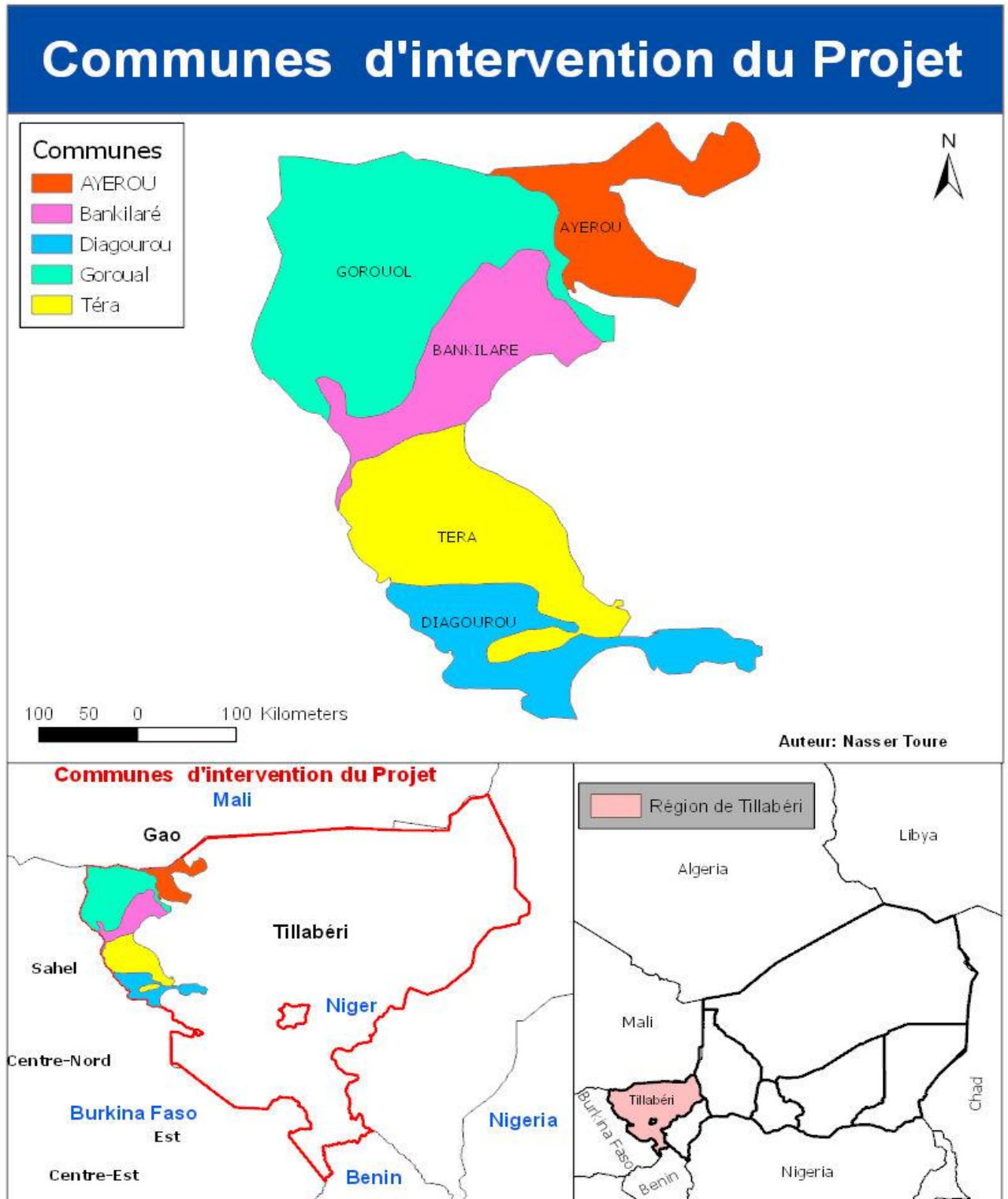
Région	Département	Commune
Tillabéry	Téra	Téra
		Goroual
		Diagourou
	Ayorou	Ayorou
	Bankilaré	Bankilaré

Il s'agit de 5 communes réparties dans 3 départements. Il faut noter néanmoins que 2 parmi ces 3 départements ont été nouvellement créés (Ayorou et Bankilaré) et ne disposent pas suffisamment de

moyens et de capacités en termes de ressources financières, infrastructures et même les capacités humaines.

Les communes sont contiguës et font également frontières avec les 2 pays (Burkina Faso et Mali) ayant le même projet.

**Graphique N°1** : Zone d'intervention pilote du projet au Niger



## **ii. Contexte et justification de la mission**

Le projet décrit ci haut fait suite donc de la volonté du PNUD d'appuyer les efforts les trois (03) Etats dans la promotion de la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans la zone frontalière du Liptako – Gourma.

Parmi les actions du projet, il s'agit surtout de comprendre les réalités sur les moyens de subsistance durables des communautés et surtout d'identifier les filières porteuses pour les jeunes.

Le gouvernement du Niger avec l'appui des partenaires techniques et financiers a fait du développement du secteur privé et particulièrement la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, un levier stratégique pour booster la croissance économique et garantir des emplois stables et décentés pour les jeunes et les femmes.

La promotion de l'entrepreneuriat des jeunes est transversale, interdépendante et appelle nécessairement à l'harmonisation des interventions de l'ensemble des acteurs. La mise en œuvre et la coordination de toutes ces actions nécessitent l'élaboration d'un plan d'actions triennal.

A cet effet, le Ministère de l'Entrepreneuriat des Jeunes en relation avec les autres institutions concernées par la question a initié un Plan d'Actions qui couvre la période 2018-2020.

Ce plan d'action, en son axe 1 consacre l'accompagnement de jeunes porteuses et porteurs de projets grâce notamment, à l'accès à des instruments d'incitation et d'appui à l'entrepreneuriat, ou l'appui à la mise en place d'incubateurs d'entreprises à destination des jeunes et des femmes.

Dès lors, une meilleure connaissance de la situation et de l'accès aux ressources naturelles et aux moyens de subsistance durables contribuerait à la stratégie globale de lutte contre la pauvreté par l'identification de nouvelles opportunités de revenus aux jeunes et aux femmes à travers le développement des filières porteuses susceptibles de réduire la pauvreté et éviter leur enrôlement dans les mouvements extrémistes et autres activités illicites.

La présente étude s'inscrit donc dans un cadre permettant de dégager les stratégies d'intervention fiables et les bases qui serviront de référence pour le système de suivi et évaluation du projet. Elle permettra de guider la programmation, le suivi des prochaines activités de redressement économique et des moyens de subsistance.

## **iii. Objectifs de la mission**

Conformément aux termes de références, la présente étude a pour objectif principal de produire des données quantitatives et qualitatives permettant de :

- Dresser la situation de référence des moyens de subsistance dans la zone du Liptako-Gourma ;
- Améliorer la compréhension des facteurs d'instabilité des communautés liés à la faiblesse des moyens de subsistance, les stratégies d'adaptation et les réponses endogènes, ainsi que les interventions dont elles bénéficient à ce titre ;
- Dresser un répertoire des principaux acteurs intervenant dans la zone ciblée ;

- Dresser un répertoire des filières qui pourraient être développées dans le cadre du projet en vue d'une insertion socio-économique durable des populations ;
- Recueillir la perception des jeunes et des femmes sur la pertinence des filières existantes et relever leur intérêt pour les filières identifiées.



## **I. METHODOLOGIE D'INTERVENTION**

Pour atteindre les résultats de cette étude, l'approche participative a été privilégiée tout au long de la mission et a ainsi permis d'impliquer les principaux acteurs du projet, les autorités locales, les bénéficiaires et autres partenaires, dans la préparation de la mission, la collecte et l'analyse des données.

L'ensemble des activités dans le cadre de l'étude ont été menées selon une démarche cohérente en plusieurs phases de plusieurs étapes chacune.

### **1.1 Phase préparatoire**

Cette phase fut la première démarche engagée dans le cadre de cette étude après la signature du contrat par le consultant. Elle a démarré le lundi 05 novembre 2018, et a consisté à :

- La tenue de rencontres de briefing et de cadrage ;
- Une revue documentaire ;
- L'identification des groupes cibles à rencontrer ;
- L'élaboration des outils de collecte des données ;
- La rédaction du rapport de démarrage.

#### **1.1.1 Rencontre de briefing et de cadrage**

La rencontre de briefing du projet a eu lieu le lundi 05 novembre 2018 entre le consultant et Madame Djallami Hadizatou, Assistante au CTP Paix et Sécurité du PNUD Niger. Cette rencontre a permis de disposer d'un certain nombre d'informations sur le projet mais aussi et surtout des documents utiles pour la mission : le document du projet, les rapports de missions et les procès-verbaux des réunions du comité de pilotage du projet.

Cette rencontre a aussi permis d'avoir un aperçu général du projet d'une part et d'autre part sur les termes de référence permettant ainsi de s'assurer d'une bonne compréhension de part et d'autre entre le commanditaire et le consultant. Cette rencontre a été d'une grande importance et a été une occasion pour le consultant de disposer des orientations stratégiques sur les attentes de l'étude.

#### **1.1.2 Revue documentaire**

La revue documentaire est une activité permanente qui s'est déroulée tout au long de la mission avec toutefois un niveau de concentration pendant la phase préparatoire de la mission.

En général, la revue documentaire a été essentiellement réalisée auprès de l'unité de gestion du projet, au niveau du ministère de l'Entreprenariat des Jeunes, de l'Institut National de la Statistique (INS) et sur internet. Elle a permis de collecter et d'exploiter les principaux documents de formulation et de mise en œuvre en projet.

Les principaux documents collectés auprès de l'unité de gestion du projet sont :

1. Le document de projet ;
2. Le rapport de réunions du comité de pilotage du projet ;
3. Le rapport de synthèse de réunion des municipalités ;

4. Le rapport de mission d'identification participative des couloirs de passage ;
5. Le rapport annuel d'octobre 2018 ;
6. Le rapport de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages ;
7. Les profils sur les moyens d'existences
8. Le rapport de l'étude sur les filières porteuses au Niger.

En plus de ces documents en lien direct avec la formulation et la mise en œuvre du projet, plusieurs autres documents de portée plus générale se rapportant toutefois à toute ou en partie des problématiques traitées par le projet ont été collectés via internet.

Le consultant a par ailleurs collecté des documents sur les filières porteuses au Niger au niveau du ministère de l'entrepreneuriat des jeunes et le plan d'action de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger.

La revue documentaire s'est poursuivie sur le terrain, lors de la phase de collecte de données auprès des acteurs dans les différentes localités visitées (notamment les 5 communes pilotes). Elle a consisté à des prises de notes générales en plus des questions contenues dans les outils de collecte.

### 1.1.3 Identification et échantillonnage des groupes cibles à rencontrer

L'identification des cibles à rencontrer s'est traduite par un exercice de catégorisation. Ainsi, 06 catégories d'acteurs ont été identifiées et présentées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau N°1** : Liste des acteurs

N° d'ordre	Groupe cible	Acteurs concernés
1	Partenaires techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PNUD</li> <li>• PBSO</li> </ul>
2	Organes de gestion du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Unité de gestion du projet</li> <li>• Comités de suivi</li> <li>• Partenaires de mise en œuvre (Mairies)</li> </ul>
3	Structures techniques d'accompagnement et prestataires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forces de sécurité et de défense</li> <li>• Ministère entrepreneuriat des jeunes ;</li> <li>• Centres de Formation et de Développement Communautaire</li> </ul>
4	Bénéficiaires directs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collectivités territoriales et déconcentrées (Mairies, Gouvernorat, Conseil régional et départemental des jeunes)</li> <li>• Jeunes et femmes sans emploi</li> </ul>
5	Bénéficiaires indirects	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Populations des localités bénéficiaires du projet</li> <li>• Populations des localités de l'ensemble de la zone du Liptako - Gourma</li> </ul>

### 1.1.4 Elaboration des outils de collecte des données et du canevas du rapport

Sur la base des orientations contenues dans les termes de références et la catégorisation des différentes cibles qui a été réalisée, des guides d'entretien et des questionnaires ont été conçus. Il s'agit de :

1. Un guide d'entretien Mairies et les autorités coutumières de quelques villages échantillon ;
2. Un questionnaire sur les partenaires intervenant dans la zone ;

3. Un questionnaire sur les filières porteuses ;
4. Un questionnaire sur les moyens d'existence ;
5. Un guide d'entretien pour les leaders d'opinion / personnes ressources ;
6. Terres exploitables (Mairies) ;
7. Circuits de commercialisation ;
8. Structures de microfinance.

## **1.2 Phase de collecte et d'analyse des données**

### **1.2.1 Phase de collecte des données**

La collecte des données a été la principale phase de la mission après la conception des différents guides d'entretien. Cette collecte a permis de recueillir toutes les données et métadonnées permettant d'analyser les différents thèmes de l'étude.

La collecte des données correspond aux différents déplacements sur le terrain à Niamey, et surtout dans les communes pilotes d'intervention du projet. Elle a consisté en l'administration des différents outils de collecte de données sous forme d'entretien individuels et de focus groupe en fonction des différentes catégories de cibles.

Les focus groups ont été réalisés avec des groupes relativement réduits mais représentatifs de sorte à optimiser les échanges. Ainsi des groupes d'une dizaine de personnes maximum ont été constitués pour chaque focus groupe.

Outre les entretiens individuels et focus groupes, des observations et des analyses et constats directs ont permis de comprendre et de faire des triangulations sur la situation de la zone du projet.

Cette phase a été également une occasion pour la poursuite de la revue documentaire à travers la collecte au niveau local ou sectoriel de documents pertinents en rapport avec les besoins de la mission. Les principaux documents concernés étaient les plans de développement communaux (PDC).

Il s'est agi de collecter des données et de rassembler des informations exhaustives sur :

- Les moyens de subsistances locales ;
- Les stratégies de subsistances ;
- Les filières ou emplois porteurs au niveau des zones ;
- Les acteurs intervenant dans la zone ;

A la fin, elle a permis de recueillir des informations permettant d'analyser la thématique de l'étude surtout à travers des données quantitatives et qualitatives et aussi des données variées permettant de procéder à une triangulation des informations.

### **1.2.2 Phase d'analyse des données**

A la suite de la collecte des données, ce fut la phase de l'analyse à travers l'exploitation des données pour dégager différentes synthèses et analyses en lien avec les résultats attendus de la mission.

Si de façon schématique l'étape de synthèse et d'analyse des données a intervenu à la suite de celle de la collecte, elle a été un processus continu tout le long de l'étude, et ce, depuis la revue de littérature.

L'avantage d'un tel processus continu, permet à travers une démarche itérative d'améliorer la méthodologie et l'ensemble des outils en fonction du niveau d'information et des constats opérés.

L'analyse des données s'est focalisée d'abord à l'exploitation des données collectées sur le terrain pour ressortir les principales tendances mais aussi ces résultats ont été triangulés avec les données secondaires et les différents rapports exploités pendant la revue de littérature.

Les cinq points ci-dessous constituent les principaux résultats attendus conformément aux TDRs de la mission et ont été principalement les sujets concernés par la phase d'analyse décrite ci haut.

### **1. Dresser la situation de référence des moyens de subsistance dans la zone du Liptako-Gourma**

L'analyse de la situation de référence des moyens d'existence dans la zone du Liptako gourma a été dressée grâce à une analyse des données secondaires sur la zone d'une part et d'autre part à travers les échanges avec les services techniques de l'agriculture, élevage et le développement rural en général. Les focus groupes avec les communautés ont aussi permis de comprendre toutes les stratégies développées par ces dernières en termes de moyens d'existence. De l'agriculture et ses dérivés, à l'élevage, la pêche, la vente de bois, l'artisanat, les activités génératrices de revenus, ...

### **2. Améliorer la compréhension des facteurs d'instabilité des communautés liés à la faiblesse des moyens de subsistance, les stratégies d'adaptation et les réponses endogènes, ainsi que les interventions dont elles bénéficient à ce titre**

Ce point a été perçu aussi lors des différents entretiens et des focus groupes avec les communautés et autorités locales. Une analyse sur les facteurs d'instabilité, les causes profondes liées à la faiblesse des moyens de subsistance et aussi de voir les facteurs endogènes et structurels en matière de stratégies d'adaptation ainsi que les dynamiques qui s'opèrent en fonction de l'évolution des facteurs tels que le changement climatique, les nouvelles technologies de la communication mais aussi les réalités causées par l'insécurité dans la zone.

### **3. Dresser un répertoire des principaux acteurs intervenant dans la zone ciblée**

A ce niveau, les échanges avec les autorités et les revues documentaires ont permis de dresser la cartographie de tous acteurs intervenant dans la zone. Ce répertoire comprend pour chaque acteur le domaine et secteur d'intervention ciblé.

### **4. Dresser un répertoire des filières qui pourraient être développées dans le cadre du projet en vue d'une insertion socio-économique durable des populations**

L'étude sur les filières a permis de dégager tous les créneaux porteurs et les défis auxquels les populations seraient confrontées. Ces créneaux retenus pour chaque zone seront priorisés et dressés dans un répertoire pour servir au projet de base dans le cadre des initiatives et incubateurs.

### **5. Recueillir la perception des jeunes et des femmes sur la pertinence des filières existantes et relever leur intérêt pour les filières identifiées**

Des échanges ouverts engagés avec les jeunes et les femmes ont permis de recueillir les perceptions de ces derniers sur la pertinence des filières dans les zones et dégager aussi pour chaque filière une analyse SWOT ou FFOM (Force, Faiblesse, Opportunités et Menace) et aussi cerner l'engagement et la motivation de ces jeunes et femmes par rapport à chaque filière identifiée.

De façon spécifique, les analyses se sont basées sur les principales attentes des termes de référence comme récapitulées dans le tableau ci-dessous.

<b>Domaine d'analyse</b>	<b>Approche utilisée</b>
Identification et analyse des mécanismes d'accès aux moyens de subsistance mis en œuvre par les communautés.	Méthode participative permettant d'échanger avec les communautés pour identifier les mécanismes endogènes d'accès aux moyens de subsistance
Identification et analyse des différents acteurs intervenant à l'échelle des communes pilotes dans les domaines ciblés.	Il s'est agi de faire le répertoire des acteurs intervenant dans le domaine où niveau des communes de Téra, Diagourou, Bankilaré Goroual et Ayorou. Une matrice a été utilisée pour collecter les informations sur les acteurs intervenants.
Collecte et analyse des données sur les filières à fortes potentialités et les principaux groupes de subsistance et leurs caractéristiques, les sources principales de revenu dans les communes, niveau indicatif du revenu par groupe, nombre indicatif de personnes/foyers dans chaque groupe (désagrégé par âge et sexe si possible), la dimension de la population active et inactive, les caractéristiques de l'emploi.	Cette partie a été traitée sous forme d'une analyse qui permet de ressortir les caractéristiques sociodémographiques, l'emploi et le revenu des populations des communes pilotes.
Identification et analyse des facteurs de vulnérabilité des populations et des moyens de production, du niveau de résilience des ménages et des communautés dans les communes.	Analyse des principaux facteurs de vulnérabilité, des moyens de production et le niveau de résilience des populations. Au cours de cette analyse, il s'est agi d'utiliser une approche permettant d'analyser d'un premier temps les moyens de production des ménages et toutes les autres stratégies utilisées pour renforcer leurs revenus et richesses et dans un second, il a été analysé les facteurs pouvant affecter la résilience de ces communautés (les chocs éventuels dans la zone).
Identification des zones de concentration des moyens de subsistance, le cas échéant (cartographie).	A ce niveau, une fois les moyens de subsistance identifiés dans la zone du projet, il s'est agi de faire une classification zones pour dégager les zones où les potentialités sont concentrées. Cela permettra de procéder à une cartographie permettant de matérialiser les zones dans lesquelles les moyens de subsistance sont les mieux concentrées.
Proposition d'un système de suivi et d'évaluation permettant d'apprécier les changements enregistrés au sein des communautés bénéficiaires.	Sur la base du plan de suivi et évaluation du projet, il sera proposé un système opérationnel de suivi et évaluation permettant de mieux collecter et analyser les réalisations du projet et par la suite les changements opérés au sein

	des communautés conformément à l'énoncé de la théorie de changement du projet.
Proposition de trois à quatre filières qui pourraient être appuyées par le projet de gestion transfrontalière.	La seconde partie l'étude consacre le volet identification des filières porteuses dans les différentes communes du projet. A l'issue de l'analyse des différentes filières énoncées et au vu des potentialité et surtout des critères comme la durabilité de la filière, il a été proposé au sein de chaque commune les filières « d'avenir » permettant aux jeunes de se positionner.

### 1.3 Phase de rapportage

Conformément au cadre d'analyse décrit ci haut, le présent rapport a été rédigé tenant compte de l'exploitation de toutes les informations collectées et les différents documents parcourus lors de la revue littéraire.

**Les résultats de l'étude sont analysés dans la seconde partie du présent document.**

## II. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ETUDE

### A. Résultats sur les moyens d'existences

#### A.1. Quelques définitions

Les moyens d'existence sont les « **moyens de gagner sa vie** », les activités et ressources qui permettent aux gens de vivre.

Les moyens d'existence englobent **les capacités, les biens** (y compris matériels et sociaux) et **les activités** requis pour gagner sa vie. (Chambers et Conway, 1992).

Les moyens d'existence sont **durables** quand ils peuvent (i) faire face aux stress et chocs (sécheresse, inondations, guerres, etc.) et s'en remettre, (ii) maintenir ou améliorer leurs capacités et leurs biens, sans ébranler la base des ressources naturelles.

Les moyens d'existence sont **semblables** pour des groupes de **personnes faisant des choses semblables**. Un « **groupe des moyens d'existence** » est un groupe de personne ayant (i) accès à des ressources similaires, (ii) des valeurs sociales et culturelles similaires, et (iii) ayant un statut économique comparable.

Les **stratégies** des moyens d'existence sont une variété et une combinaison d'activités et de choix que les populations font ou entreprennent dans les temps de stabilité et de paix afin d'atteindre leurs objectifs des moyens d'existence (par ex. activités productives, stratégies d'investissements, etc.).

Les stratégies des moyens d'existence sont de deux types :

- Les activités basées sur des **ressources naturelles** (par ex. la culture, l'élevage, la pêche, le tissage, la collecte et le regroupage de divers produits de la nature) et ;
- Les activités basées sur des ressources **non-naturelles** (par ex. le commerce, les services, l'envoi d'argent).

Les retombées des moyens d'existence peuvent être classés sous trois rubriques :

- **Économique** : La sécurité alimentaire et du revenu, par ex. la capacité d'obtenir suffisamment d'aliments et de fonds pour satisfaire les besoins de base.
- **Biologique** : Les taux ou les niveaux de mortalité et de malnutrition sont essentiellement une mesure biologique des résultats des moyens d'existence.
- **Sociale** : La dignité est mesure **sociale** : le droit à une vie avec dignité est un des principes de base de la Charte Humanitaire.

En résumé, les moyens d'existence signifient tout simplement « les moyens de gagner sa vie ». Dans le contexte de la sécurité alimentaire, ils se réfèrent aux populations, leurs capacités, leurs biens (matériels et sociaux), leur revenu et les activités nécessaires pour les moyens d'existence (y compris la manière d'obtenir des aliments).

Les moyens d'existence sont déterminés par une variété de facteurs, et par conséquent, une combinaison de différents types d'informations sont nécessaires afin de les comprendre.

Les éléments suivants sont les composantes du cadre conceptuel des moyens d'existence :

- Le contexte de vulnérabilité
- Les ressources ou les biens des moyens d'existence

- Les politiques, institutions et processus
- Les stratégies des moyens d'existence
- Les résultats ou les buts des moyens d'existence

Le marché joue un rôle important dans les moyens d'existence, surtout dans les contextes d'urgence. L'accès aux marchés et comment les marchés fonctionnent sont très importants au succès ou à l'échec des moyens d'existence.

Dans le contexte de la sécurité alimentaire, les moyens d'existence sont les méthodes utilisées par les ménages pour obtenir et conserver l'accès à des produits de première nécessité comme l'alimentation, l'eau, l'hébergement, les vêtements, les soins de santé et l'éducation. La compréhension de comment les gens subviennent à ces besoins élémentaires, dans les bonnes années comme dans les mauvaises, permet de connaître leur faculté d'adaptation face à un choc, tel qu'une sécheresse, une inondation, une forte montée des prix ou un conflit.

## A.2. Analyse des moyens d'existence de la zone

### Présentation succincte de la zone

D'une manière générale, la région du Liptako-Gourma présente les caractéristiques ci-après :

#### a. Principales activités

Les principales activités des populations de la zone sont **l'Agriculture, l'élevage, la pêche, l'exploitation des ressources naturelles et le commerce.**

#### b. Ressources naturelles

La Région du Liptako-Gourma est traversée par le fleuve Niger sur une longueur de 1 400 Km (de Mopti, au Mali à Gaya au Niger).

Dans le sous-secteur minier, la Région du Liptako-Gourma regorge d'importantes réserves potentiellement exploitables (manganèse, phosphate, calcaire à ciment, fer, gîtes aurifères...). D'une manière générale, ces ressources demeurent inexploitées à cause de leur situation géographique (à plus de 1 000 km de la mer), de l'inexistence de transport ferroviaire et du coût élevé de l'énergie.

## 1. Les caractéristiques des communes d'intervention

Au Niger, le projet intervient principalement dans les 5 communes contiguës de la région de Tillabéry, le long du fleuve Niger et faisant frontière à la fois au Mali et au Burkina Faso. Il s'agit des communes de Téra, Goroual, Diagourou, Ayorou, et Bankilaré.

Il faut noter que la commune de Dessa qui abrite le site de barrage de Kandadji est contiguë aux communes de Ayorou et Bankilaré.

**Tableau N°2** : Communes pilotes du projet

Région	Département	Commune
Tillabéry	Téra	Téra
		Goroual
		Diagourou
	Ayorou	Ayorou
	Bankilaré	Bankilaré



L'étude sur les moyens d'existence a concerné toute la zone couvrant les départements de Téra, Bankilaré, Ayorou et une partie de Tillabéry afin de couvrir l'ensemble de la zone concernée. Il s'agit essentiellement des caractéristiques de la bande qui couvre les communes de Téra, Goroual, Diagourou, Bankilaré, Ayorou, Inates, Anzourou, Dessa, Kourthèye, Sakoira, Sinder, Bibiyergou, et Tillabéry.

De façon générale, il existe 3 zones de moyens d'existence dans la zone d'étude. Il s'agit de :

- La bande située à l'extrême nord (communes de Ayorou, Inates et Bankilaré), jusqu'à la République du Mali, correspond à **la zone pastorale** où vivent en majorité les populations nomade (Peuls et Touarègues). La mise en valeur agricole y est donc difficile ;
- La bande sud, qualifiée de **zone agricole** (Téra, Goroual, Diagourou) ;
- Entre ces deux bandes, la **zone agricole centrale ou zone agropastorale** qui caractérise la plupart des autres communes.

S'agissant du **peuplement**, il est à noter que l'installation des premières populations Sonraï dans la zone et la fondation de la majorité des villages remonte à plusieurs siècles, le plus souvent datés d'avant l'arrivée des blancs en Afrique. Ces populations étaient à la recherche de terres cultivables et de points d'eau, mais parfois aussi en fuite et cherchant à échapper à des guerres tribales ou à la traite des esclaves qui se manifestaient principalement par des incursions Touarègues en provenance du Nord. La population Sonraï a pénétré progressivement la zone agropastorale et agricole du Sud ce qui est actuellement le département de Tillabéry en provenance du Nord (Mali).

Ainsi, plusieurs ethnies cohabitent dans cette zone et **leurs moyens d'existence** reposent sur des systèmes sensiblement différents mais liés entre eux. Trois principales ethnies constituent les populations de cette zone. Il s'agit des Zarma - Sonraï sont majoritaire à plus de 60%<sup>2</sup> et vivent avec les populations Touareg et Peulh qui constituent le reste de la population de la zone.

**Le climat** se caractérise par une température moyenne élevée de l'ordre de 31°C et une humidité relative de l'air très faible. Il est de type sahélien avec deux grandes saisons :

- ▶ une saison humide courte allant de juin à septembre, avec des précipitations relativement importantes par rapport au reste de la région ;
- ▶ une saison sèche subdivisée en période froide allant de décembre à février, et deux inter saisons chaudes allant de mars à mai, puis d'octobre à novembre.

Les précipitations varient selon les zones agroécologiques. En effet, alors que dans la zone pastorale (Ayorou et Bankilaré), les précipitations annuelles moyennes se situent entre 200 et 100 mm, dans la bande sud, qualifiée de zone agricole, elles atteignent jusqu'à 500 mm/an en moyenne annuelle. Dans la zone agropastorale les précipitations annuelles moyennes se situent entre 350 et 200 mm.

L'analyse des différentes **unités paysagiques** de la commune fait apparaître l'existence de deux types de **reliefs** dominants à savoir les plaines et des plateaux.

Toutefois, à l'intérieur de ces deux ensembles, se dessine une mosaïque de faciès agro écologiques qui révèlent des disparités parfois profondes dans l'aptitude d'utilisation des milieux.

Au niveau des plaines prédominent des sols sablo-limoneux et autres glaciés généralement utilisés pour la culture de mil.

On note également la présence de bas-fonds aux sols alluvionnaires exploités pour la culture de sorgho.

---

<sup>2</sup> Selon les données Etat et structure de l'INS

**L'hydrographie** est marquée par la présence du fleuve Niger qui traverse plusieurs communes de la région de Tillabéry dans la zone agricole et de nombreux koris et mares semi permanentes.

**L'agriculture** occupe environ 80% de la population et garde encore un caractère extensif se traduisant par la mise en valeur de terres marginales et l'abandon de celles devenues improductives par suite d'une exploitation prolongée sans restitution de la fertilité et les effets du changement climatique.

Aussi, s'agit-il d'une agriculture essentiellement manuelle faisant appel à des outils rudimentaires à faible capacité de travail.

Le système de culture dominant repose sur la culture de mil sous forme de variétés hâtives et tardives (*Pennisetum glaucum*), très souvent en association avec le niébé (*Vigna unguiculata*) sur les terres dunaires. Le sorgho reste la seconde céréale de base et est produit sur les terres lourdes (bas fond). Les terres agricoles sont très pauvres et dures et la roche mère affleure le sol un peu partout réduisant ainsi l'espace pour les cultures.

La plupart des ménages sont propriétaires de leurs champs hormis quelques cas de prêts isolés. L'étude des systèmes de moyens d'existence semble montrer une évolution sensible des techniques culturales et du système de culture, comme l'augmentation des ré-semis pour faire face aux épisodes de sécheresse et la faible utilisation des engrais chimiques.

Une analyse des données empiriques démontre que les productions issues des campagnes agricoles d'hivernage sont déficitaires dans cette zone, conduisant les populations agricoles dans des situations de crises alimentaires chroniques.

**L'élevage** constitue la deuxième activité économique et s'opère dans un système extensif chez les Peuls et les Touaregs et semi extensif ou intensif chez les Zarma-Sonraïs.

Cependant à l'approche de la saison pluvieuse, les ménages sédentaires ayant assez d'animaux les confient aux Peuls qui migrent vers le Nord et ne reviennent qu'à la fin des récoltes. Seuls les animaux de trait et d'embouche sont gardés sur place durant toute l'année.

Avec la fréquence des années déficitaires désormais, les populations de cette zone semblent investir davantage dans l'élevage.

**La pêche** est pratiquée le long du fleuve au niveau des communes de Ayorou et Téra. Elle constitue une source de commerce transfrontalière entre les régions de Gao et de Tillabéry. En effet, depuis de longues dates, une grande quantité de poisson arrive au Niger dans la commune de Ayorou à partir des communes frontalières de la région de Gao au Mali.

Enfin, **le commerce et l'artisanat** sont des pratiques des populations qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des ménages.

## 2. Analyse des marchés de la zone du projet

La zone de moyens d'existence (Zone agropastorale) est connue pour son cheptel (Bovins, ovins et caprins) commercialisés jusqu'en dehors de la zone. Les échanges commerciaux sont assez intenses dans la zone à travers les principales voies qui relient à la capitale (Niamey) à partir de Téra et via Tillabéry d'une part et d'autre part, la région de Gao en République du Mali plus au Nord, et au Burkina voisins mais aussi à cause du fleuve Niger qui longe la région du Nord vers le Sud.

Cependant à la saison pluvieuse, plusieurs localités restent difficiles d'accès à cause d'une multitude de koris qui traversent la zone pour se jeter dans le fleuve Niger.

Les flux commerciaux entre les communes de Tillabéry et le reste des régions (Niamey, Mali, B. Faso, Nigeria, etc.) sont structurés autour de deux activités principales : **L'achat et vente des céréales et animaux et des produits manufacturés**. Les flux de biens à partir des communes (Téra, Diagourou, Gouroual, Ayorou et Bankilaré) vers les autres contrées concernent principalement **le mil, le riz, le niébé, l'oignon** d'une part, **le bétail sur pied, le poisson fumé, les cuirs et peaux** d'autre part. Les flux inverses regroupent les céréales (mil, maïs, riz et les dérivés du manioc, *gari* « farine de manioc » et tapioca essentiellement) et les importations d'autres produits alimentaires (pâtes, semoule de maïs et de blé, sucre, sel, igname, fruits...), d'hydrocarbures, de matériaux de construction ou de produits plastiques en provenance du marché nigérian et des produits textiles (tissus, friperie) provenant des ports de Cotonou et de Lomé via la capitale Niamey.

La principale culture de rente dans la zone reste le riz, le niébé et l'oignon et dans une quantité moindre le sésame et le gombo. Les achats et les ventes se font à partir des marchés hebdomadaires les plus importants de la région. Il s'agit du marché de **Téra, Bankilaré, Tillabéry, Ayorou, Yalwani et Bonféba**, mais aussi des marchés secondaires dont celui de Sanguila, Kokomani, Walagounto, Ziban, Tangantassou etc. Cependant les marchés voisins de Niamey, Mangaïzé, Maradi, du Mali, du Bénin, du Nigeria et du Burkina Faso influencent beaucoup sur les échanges commerciaux dans la zone. Avec sa proximité, la capitale Niamey constitue une source d'approvisionnement et/ou d'écoulement (céréales, animaux) dans toute la zone.

Les achats quotidiens des ménages se font à partir des boutiques des centres urbains et des villages. Les produits de base, importés (produits manufacturés) en provenance de Niamey et ou du grand voisin (Nigeria), sont disponibles en permanence dans les boutiques de grands centres urbains et semi-urbains. Les prix des céréales et des animaux ont varié au cours de l'année de référence 2018.

Par exemple, le prix du sac de 100 kg de mil a passé de 22.000 FCFA en janvier 2018 à 24.000 f en juillet (période soudure) de la même année. En ce qui concerne le maïs, le prix du sac de 100 kg se situe autour de 16.000 FCFA. Cependant grâce à l'intervention de l'Etat et des partenaires, les prix sur les marchés dans la zone ont été maintenus plus ou moins stables grâce aux ventes de céréales à prix modérés opérés lors de la période de soudure.

Les prix des animaux sont en moyenne de 170.000 F CFA pour les bovins, 30.000 FCFA pour les ovins et 17.000 FCFA pour les caprins.

La période actuelle d'octobre à décembre (récolte), est marquée par les prix bas des principales céréales et denrées pour les populations (baisse de la demande et hausse de l'offre). Pendant cette période, les marchés ruraux ravitaillent les grands centres (Tillabéry, Ayorou). Tandis que de Mai à Septembre, le phénomène inverse est observé, les demandes sont les plus importantes et les offres les plus basses (les prix sont les plus hauts). C'est la période où les commerçants grossistes font sortir leurs stocks des magasins et font beaucoup de bénéfices. En cette période, les paysans ont épuisé leurs stocks. Les marchés de Tillabéry et Bonféba, constituent les grands marchés de collecte et de stockage des céréales en particulier dans la période allant de d'Octobre à Décembre. Les marchés ruraux et semi ruraux se tiennent typiquement une fois par semaine.

Pour les ménages pauvres et très pauvres, les achats des céréales se font par semaine c'est à dire le jour du marché. Le mil est la céréale de base des populations de la zone, ensuite vient le sorgho. La principale unité de mesure dans la zone reste la boîte moyenne de tomate. Le prix varie dans l'espace et le temps. En période de soudure il peut aller jusqu'à 200 f pour le mil, 400 f pour le niébé et 170 f pour le sorgho. En moyenne, un ménage très pauvre ou pauvre peut acheter par semaine 15 mesures de mil et 10 de sorgho quand il aura vendu ses fagots de bois, ses volailles ou son petit ruminant.

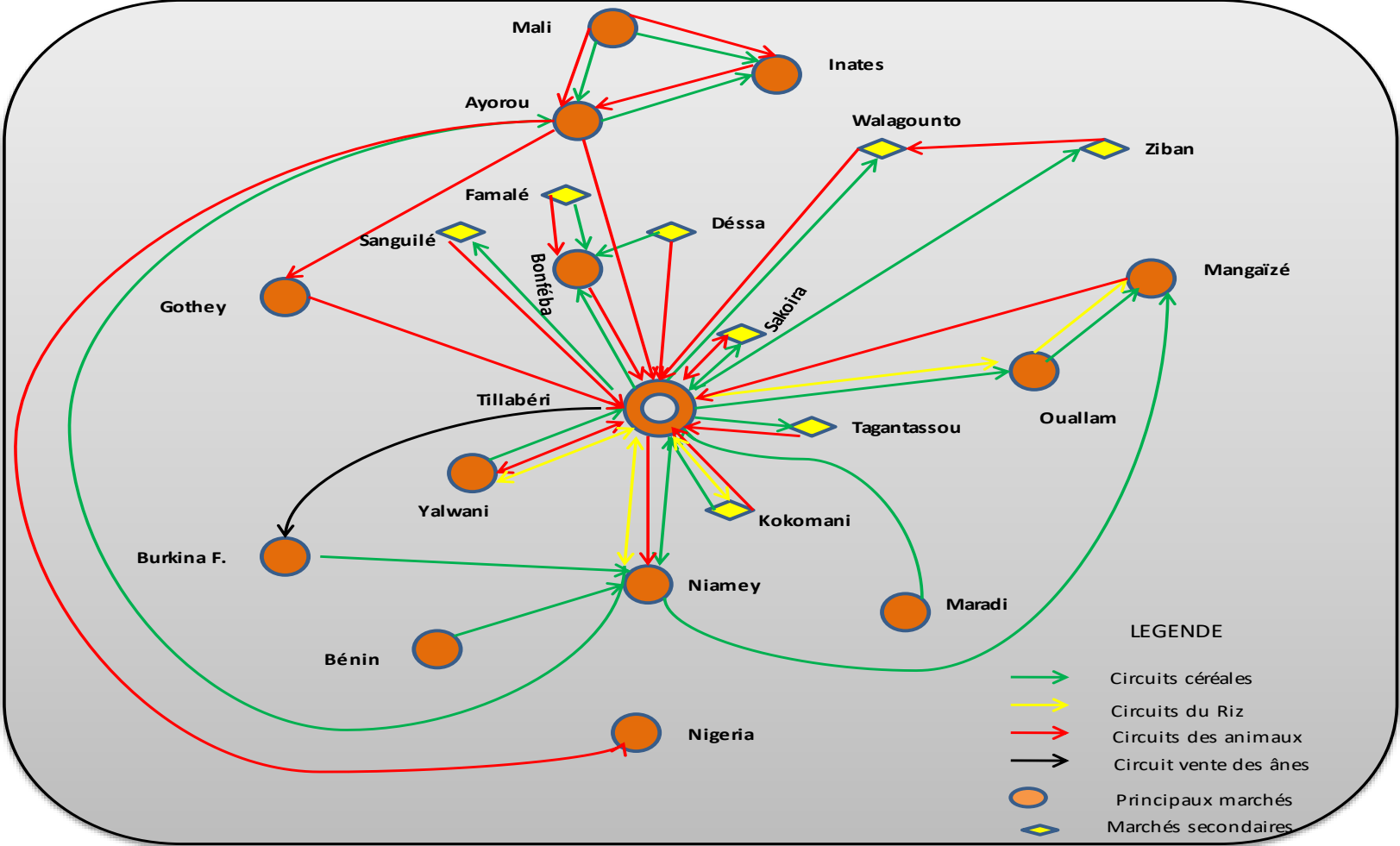
Les approvisionnements quotidiens se font dans les boutiques villageoises détenues par le groupe de nantis et des moyennement nantis. Grâce à leurs revenus issus en grande partie dans la vente des animaux, les ménages moyens et nantis, font leurs approvisionnements chaque mois ou très rarement chaque trimestre.

La demande en bétail provenant des villes (Bankilaré, Ayorou, Téra, Tillabéry, Niamey), du Nigeria et du Burkina Faso est très importante pour les systèmes de moyens d'existence ruraux et elle conditionne une grande partie de la vie et des échanges commerciaux de la zone étudiée. Les marchés à bétail les plus importants dans la zone sont particulièrement le marché de Yalwani, d'Ayorou et de Mangaïzé (Ouallam). Les ventes sont importantes toute l'année dans la zone mais le pic est situé au moment de principales fêtes religieuses (Tabaski) et pendant la période dite de soudure (juin à août). La période d'octobre à janvier les prix sur les marchés sont les plus hauts à cause de la disponibilité du pâturage et aussi de la nourriture pour les populations qui ne sont donc pas en situation de contrainte. De Mars à Septembre les prix sont bas puisque le pâturage se fait rare, c'est le départ des animaux transhumants, les paysans sont obligés de vendre quelques têtes pour faire face à l'alimentation et aux dépenses liées aux travaux agricoles.

La volaille est vendue par la population à tout moment.

Le réseau d'échanges commerciaux dans la zone de moyens d'existence est illustré par le diagramme à ci-dessous.

**Graphique N°1** : Circuits commerciaux autour de la zone du projet



### 3. Analyse du Calendrier saisonnier des populations de la zone

Le calendrier saisonnier est un outil qui permet de comprendre les activités menées par les populations dans une zone de moyens d'existence donnée. Pour la zone Agropastorale, ce calendrier présente les périodes des différentes activités menées par les populations au cours de l'année. Il comporte les activités agricoles et d'élevage ainsi que toutes les autres activités ou événements importants pour les ménages.

**Les activités agricoles** occupent une grande partie de l'année, bien que certains mois (mi-juin à octobre) soient plus chargés que d'autres. Ainsi, la saison des pluies s'étale de mi-juin jusqu'à fin septembre, mais la préparation des champs pour la plupart des cultures débute en mars. Le semis qui se fait suite à une pluie utile intervient de mi-juin à fin juillet pour toutes les cultures (mil, sorgho, niébé, sésame et gombo). La récolte du mil et du niébé débute en octobre et se termine en mi-novembre, celle du sorgho commence en novembre pour finir en mi-décembre. Il y a lieu de signaler que la consommation sur champ du mil et du niébé existe dans la zone.

Les hommes chefs de ménages sont les principaux exploitants agricoles et décident de l'exploitation des champs et des récoltes.

Néanmoins, on rencontre une dynamique autour des activités agricoles. En effet, les femmes des communes du projet exploitent fortement la spéculation dites commerciales que sont le sésame, le gombo et l'arachide. Les femmes sont propriétaires des récoltes de ces spéculations et en assurent la vente.

Les hommes cependant, s'intéressent beaucoup plus à la culture des céréales (mil et sorgho) et du niébé.

Elle se fait lorsque ces cultures atteignent leur maturité précoce. La récolte du sésame et du gombo intervient respectivement en novembre et septembre.

Il faut noter que la vente d'une partie de la production pour toutes ces cultures intervient juste après la récolte pour répondre aux besoins urgents en argent des ménages.

**Les activités d'élevage** sont très développées dans cette zone frontalière entre les 3 pays. Elles sont également prospères compte tenu de la disponibilité de l'espace.

L'élevage des gros ruminants est pratiqué en grande majorité par les hommes (Peulhs et les Touaregs) à plus de 90%. Les femmes s'adonnent plus à l'élevage des ovins et des caprins.

En plus des animaux, la production laitière est très développée par les femmes Peulhs et Touaregs surtout à des périodes de forte production d'octobre à décembre pour les bovins et d'octobre à février pour les caprins et ou les ovins. La période allant d'août à septembre est valable pour tous les animaux.

Le départ des animaux surtout les bovins et les ovins pour la transhumance s'observe en décembre et le retour de cette migration des animaux s'étale de juillet à mi-août.

Les achats de nourriture pour le bétail interviennent de mars à juin. Il s'agit principalement de la paille et du son. Certains achats d'animaux pour l'embouche et l'élevage surtout chez les moyens et les nantis s'effectuent de novembre à décembre. La vente d'animaux est devenue régulière dans la zone mais elle est plus importante d'avril en juillet. Cette vente d'animaux est accentuée par le déficit céréalier permanent.

Les animaux souffrent de certaines maladies comme la fièvre aphteuse, la diarrhée pendant la période allant de février à juillet. Ces maladies sont parfois responsables ou contribuent à la mort de beaucoup d'animaux, ce qui accentue la vulnérabilité de ménages à l'insécurité alimentaire.

**La pêche** est pratiquée le long de l'année avec une dominance lors de retrait des eaux du fleuve entre février et août. Elle est pratiquée par les populations des communes de Téra, Goroual et Ayrou. Elle constitue une source de revenus pour beaucoup de femmes qui achètent le poisson frais auprès des pêcheurs et revendent sous forme « frais » ou « frits » ou « fumée ».

Bien qu'elle reste faible, **l'exploitation forestière** est aussi une activité des populations de la zone agropastorale. La coupe et la vente de bois est une activité des hommes tandis que la cueillette des feuilles et fruits est principalement une activité des femmes et des enfants.

**L'artisanat** est surtout pratiqué de novembre à mai et se limite à la confection des objets locaux comme les nattes par les femmes et les séckos par les hommes et les jeunes.

On rencontre également quelques artisans Touaregs bijoutiers et maroquiniers. A 90% des cas, cette activité est exercée par les hommes.

**Le petit commerce** est aussi une activité exercée par les hommes et les femmes et se caractérise par les achats de vivres pour constituer des stocks (de novembre à décembre) en vue des ventes spéculatives quelques mois après de mars à septembre (période de soudure) ou pour des besoins de consommation.

D'autres activités existent aussi dans la zone, c'est le cas de :

- L'emploi agricole de la préparation des champs à la récolte en passant par les travaux d'hivernage et où une frange de la communauté sans moyens, est employée dans les champs des autres. Les périodes de ces emplois correspondent aux périodes des activités agricoles mentionnées plus haut ;
- Les emplois non agricoles (fabrication de briques, construction etc.) réalisés de décembre à février ;
- L'exode opéré juste après la récolte pour des périodes variant de 3 à 6 mois mais étalé de mi-décembre à mi-mai.

La période de soudure s'observe généralement d'avril à août, les prêts contractés de juin à septembre sont remboursés à la récolte (octobre-décembre).

Dans la zone étudiée, le paludisme semble être la maladie qui menace plus les populations et sévit d'août à septembre suivi du mois de novembre. Elle constitue la principale source de dépenses de santé des populations, ensuite suivent certaines maladies des enfants des enfants comme la diarrhée et les infections respiratoires.

**Tableau N°3** : Calendrier saisonnier 2017-2018

Source de nourriture/Activités	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	
<b>Mois de pluies</b>										[Pluies]			
<b>Agriculture</b>													
Mil	Récolte	Vente				Préparation du champ			Semis	Sarclage		C	
Sorgho		Récolte	Vente							Semis	Sarclage		
Niébé	Récolte		Vente							Semis	Sarclage	C	
Sésame		Récolte	Vente							Semis	Sarclage		
Gombo		Vente								Semis	Sarclage		Récolte
<b>Elevage</b>													
Bovins-production laitière	Lait										Lait		
Ovins/Caprins-production laitière	Lait										Lait		
Migration des troupeaux			Départ							Retour			
Achat nourriture du bétail/Intrants						[Achat]							
Achat/Vente bétail		Achat bétail					Vente bétail						
Maladie du bétail					[Maladie]								
<b>Exploitation forestière</b>													



Cueillette	Feuilles et fruits						Feuilles		
<b>Autres</b>									
Achat de vivres	Achat stock			Achat pour consommation					
Emplois agricoles	Récolte		Préparation du champ			Semis et sarclage			
Emplois non agricoles	Fabrication brique								
Artisanat									
Exode/Migration pour travail									
Mois de soudure									
Dettes/Prêt et Remboursement	Remboursement			Dettes/Prêts					
Paludisme									
Fêtes/Événements sociaux						Ramadan	Tabaski		

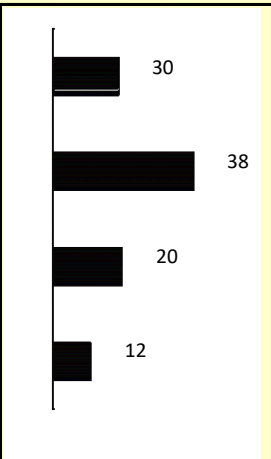
#### 4. Catégorisation socio-économique des populations de la zone

La taille des ménages de la zone agropastorale varie selon le groupe socioéconomique. Selon les résultats du dernier recensement de la population de l'Institut National de la Statistique, la taille moyenne des ménages dans la région de Tillabéry est de 7 personnes par ménage. Les pauvres et très pauvres ont des tailles de ménage relativement moins élevées que de celles des nantis mais ces derniers ne représentent 12% des ménages.

La possession des terres varie des ménages les plus nantis aux ménages très pauvres. Ainsi, selon une étude sur l'analyse économique des ménages (HEA) 2017 de CRS dans les communes de Tillabéry et Téra, 70% des terres cultivées sont entre les mains des 32% des ménages nantis et moyens. Ceci place ces pauvres dans un cercle infernal de dénuement.

Toujours selon la même HEA, L'analyse de la répartition des richesses dans la zone agropastorale montre une forte concentration des richesses dans les mains des groupes nantis et moyens. Ainsi, 100% des bovins et 90% des petits ruminants détenues par ces deux groupes qui ne représentent que 32% des ménages. Les animaux de trait sont également dans les mains des moyens nantis qui les utilisent dans le transport et travaux agricoles.

**Tableau N°4:** Catégorisation socioéconomique des communes du projet

Proportions relatives des groupes socio-économiques en %		Taille du ménage	Terre cultivée (ha)	Bétail	Animaux de traits	Autres biens productifs
Très Pauvres		7	3	0-2 caprin, 0-1 ovin, 4 à 10 volailles		
Pauvres		8	4	1-2 caprins, 0-2 ovins, 10 vol		
Moyens		15	7	7 bovins, 3-15 caprins, 3 à 10 ovins, 10 à 20 volailles	1 âne, 2bœufs de trait	0- 1 charrette,
Nantis		18	10	17 bovins, 7 30 caprins, 4 à 15 ovins, 10 à 20 volailles	0-1 ânes, 2 bœufs de trait	1- 2 charrettes,
0% 25% 50%						

**Source :** Etude HEA du Département de Tillabéry 2016

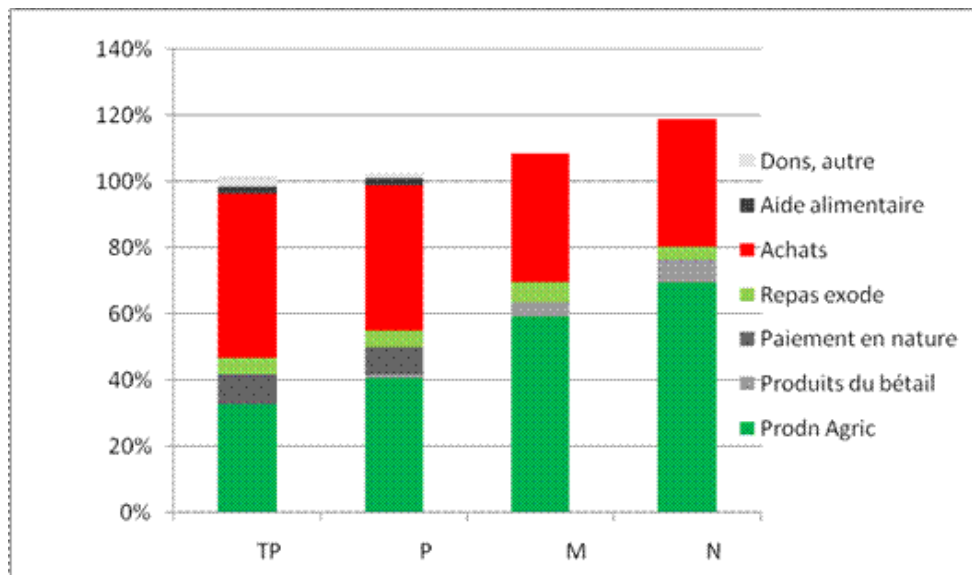
## 5. Analyse des sources de nourriture des ménages de la zone

De façon générale, la couverture des besoins alimentaires est assurée pour les populations de la zone du projet. Cependant chez les très pauvres ce niveau n'est atteint que grâce aux dons et les aides alimentaires ciblées (distributions gratuites, ventes à prix modérés, Cash transferts et autres réseaux sociaux).

Par ailleurs seuls les moyens et les nantis couvrent au moins 50% de leurs besoins énergétiques avec leurs propres productions agricoles. Ainsi le nombre de mois de consommation avec leurs propres productions agricoles qui est 3 et 4 respectivement pour les très pauvres et pauvres, atteint 6 et 9 respectivement pour les moyens et les nantis.

Dans cette zone agropastorale, la contribution des produits de bétail n'est observée que chez les moyens et les nantis et cela de manière modeste.

**Graphique N°2:** Les sources de nourritures des ménages des communes du projet



TP = Très Pauvre, P = Pauvre, M= Moyen, N = Nanti

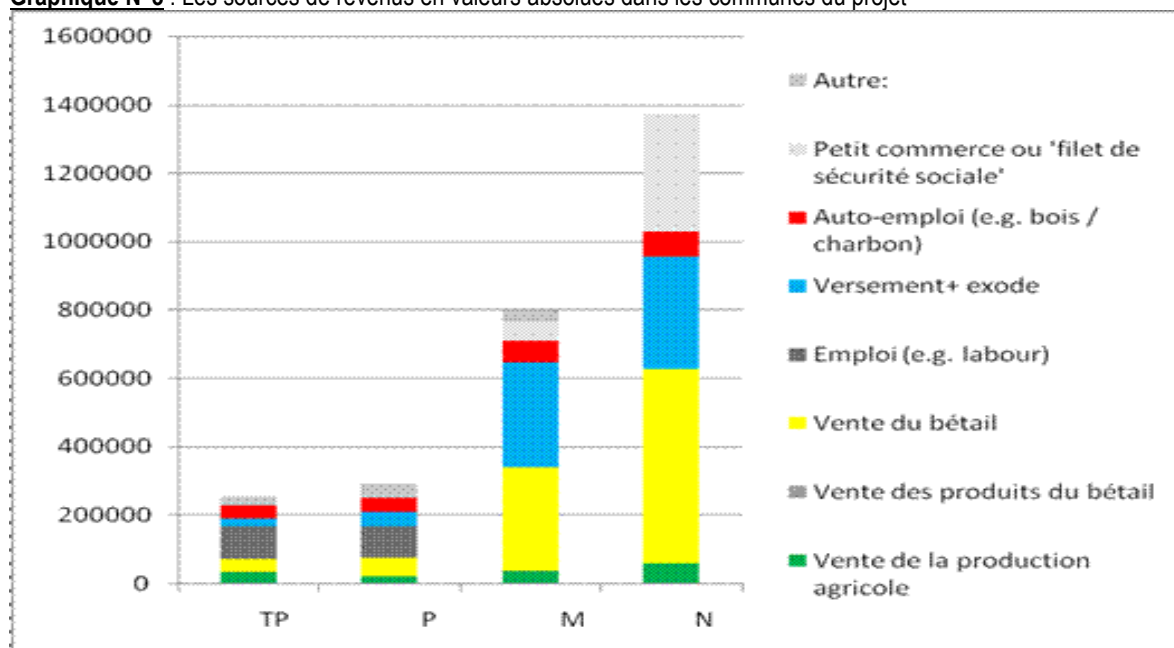
## 6. Principales sources de revenus des ménages de la zone

Dans la zone d'étude, les revenus sont tirés principalement de la vente des animaux, du commerce, du petit commerce, de l'exode, de l'emploi agricole, la pêche, de l'auto emploi, et de la vente des productions agricoles. Cependant, les principales sources de revenu diffèrent selon la catégorie socio-économique. Ainsi, alors que chez les très pauvres (TP) et les pauvres (P), il est question de l'auto-emploi, emploi agricole et l'exode, chez les nantis et les moyens, c'est la vente de bétail, l'exode et le commerce qui constituent les principales sources de revenus.

Selon les focus groupes avec les communautés, le revenu au cours d'une année est estimé à plus de 1.300.000 FCFA chez les Nantis, environ 800.000 FCFA chez les Moyens, 300.000 FCFA chez les Pauvres et 250.000FCFA chez les Très Pauvres. Ainsi, les nantis sont parvenus à générer un revenu

cinq (5) fois plus élevé que celui des très pauvres, quatre (4) fois plus que celui des pauvres et un peu moins du double de celui des Moyens.

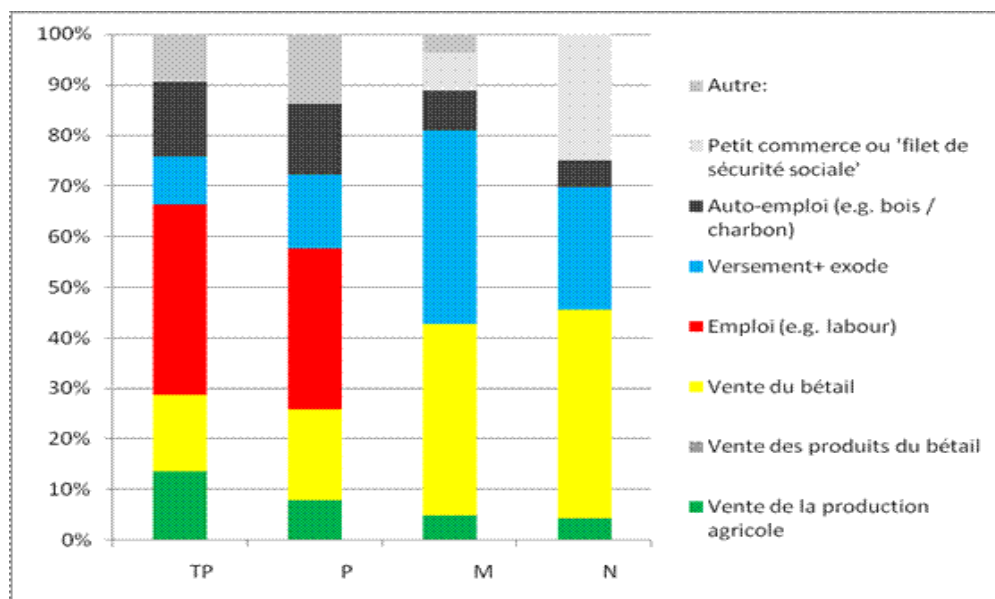
**Graphique N°3** : Les sources de revenus en valeurs absolues dans les communes du projet



**Source** : Exploitation des fiches

Selon les communautés, au cours de l'année, chez toutes les catégories socioéconomiques, la vente de produits agricoles contribue peu à la formation de ce revenu soit moins de 10%. Celle-ci est à plus de 40% assurée par la vente de bétail chez les ménages moyens, 30% chez les nantis contre moins de 10% chez les pauvres et 5 % chez les très pauvres. Pour ces deux dernières, l'essentiel des revenus est issu des envois ou versements de l'exode. Ils représentent respectivement près de 60% et 30% du revenu total des TP et P contre 13% et moins de 10% pour les ménages moyens et nantis. Le commerce n'est pas une activité des très pauvres. Cependant chez les Nantis, il est la principale source de revenu et contribue à 40% à la formation de leurs revenus. Les Nantis sont des spéculateurs et profitent beaucoup de la situation de vulnérabilité de la région.

**Graphique N°4:** Sources de revenus relatives dans les communes du projet

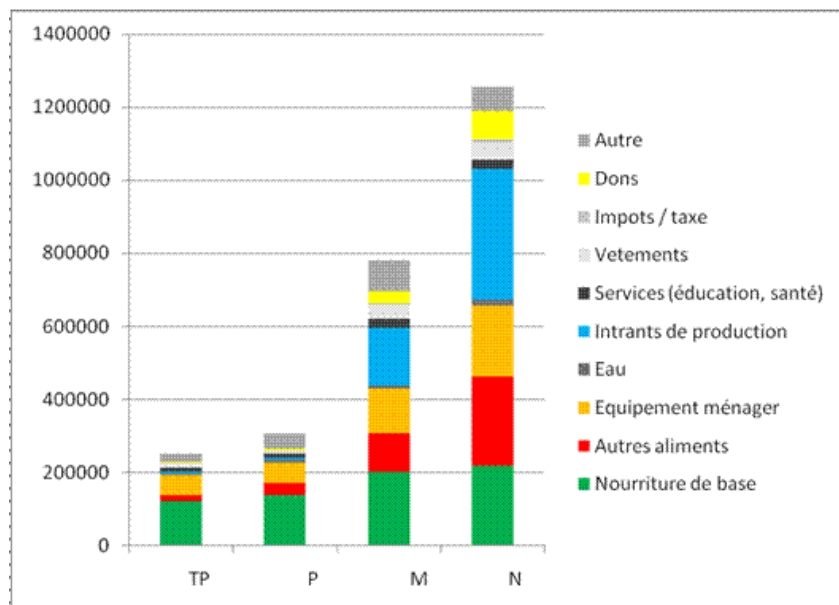


**Source :** Exploitation des fiches

## 7. Analyse des dépenses des ménages de la zone

Comme l'illustre le graphique suivant, les niveaux des dépenses sont fonction du groupe socioéconomique. Ainsi, alors que les nantis et les moyens dépensent respectivement 1.200.000 et 800.000 Fcfa, les pauvres et les très pauvres ne dépensent qu'environ 300.000 et 250.000 Fcfa respectivement.

**Graphique N°6:** Les dépenses en valeurs absolues dans les communes du projet



**Source :** Exploitation des fiches

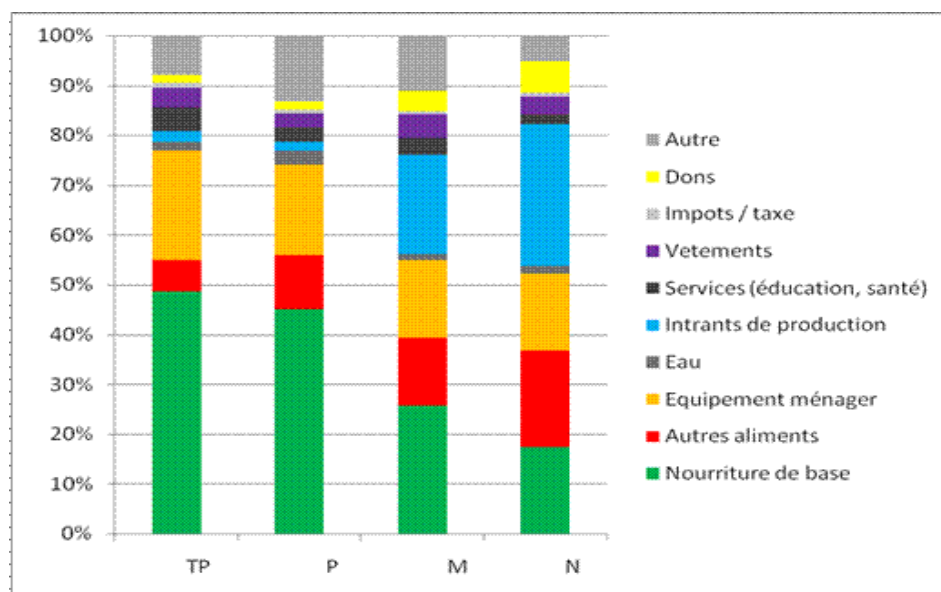
Les dépenses pour les populations de la zone agropastorale sont dominées par les achats de vivres particulièrement de la nourriture de base (le mil, le sorgho). Ainsi, les dépenses alimentaires représentent 45 et 48% des dépenses respectivement pour les ménages pauvres et très pauvres contre 20 et 15% pour les moyens et les nantis. Ces achats de vivres portent essentiellement sur les aliments à base de glucide (énergétiques) pour toutes les catégories socioéconomiques. Toutefois, les ménages moyens et nantis dépensent plus que les pauvres dans l'achat d'autres aliments riches en protéine comme la viande, le lait, les légumineuses.

Les dépenses relatives aux équipements ménagers (ustensiles de cuisine, les piles et autres accessoires) représentent un poste de dépenses relativement important pour toutes les catégories socio-économiques. Il est de l'ordre de 22% pour les nantis, 17% chez les moyens, 15% pour les pauvres et les très pauvres. Les dépenses en thé/cola occupent la première place avec plus 40% pour tous les ménages. Il est suivi des dépenses de condiments (sel, piment, autres assaisonnements...) et les dépenses de savon pour environ 17%.

L'investissement en intrants dans le but d'améliorer la production agricole et animale ne concerne principalement que les ménages moyens et nantis. Il est estimé à 350.000 Fcfa chez les nantis ,150.000 chez les moyens contre seulement 7000 Fcfa pour les très pauvres et les pauvres.

Ces dépenses portent surtout sur l'achat d'aliment pour bétail pour soutenir les laitières et les animaux faibles pendant la période de soudure, l'achat de semence de céréales et maraichères. L'achat de bétail pour la reconstitution est également enregistré. Par contre l'utilisation des engrais minéraux est quasiment inexistante même chez les Nantis et moyens. Pour les services sociaux de base comme la santé, l'éducation, la proportion des dépenses est pratiquement la même pour toutes les catégories socio-économiques. Les dons et les engagements par rapport à la communauté constituent aussi un poste de dépenses dans la zone et concerne tous les groupes socio-économiques. Ce poste de dépense est 5 fois plus élevé chez les nantis que chez les très pauvres. S'agissant du poste « Autre » constitué de transport et communication, les nantis et les moyens dépensent plus que les autres catégories socioéconomiques surement du fait de la pratique importante du commerce.

**Graphique N°7:** Dépenses en valeurs relatives des communes de la zone



**Source :** Exploitation des fiches

## 8. Analyse des Risques/chocs et Stratégies d'adaptation

Les activités des populations de la zone font face à des menaces qui affectent leurs conditions de vie. Ainsi, ces menaces constituent des risques et/ou chocs majeurs pour l'économie des ménages.

La 2<sup>ème</sup> colonne du tableau ci-dessous présente les principaux risques affectant la zone durant ces dernières années.

Face ces à risques et/ou chocs plus ou moins fréquents, les populations font recours à une multitude de stratégies qui selon l'ampleur de la crise peuvent devenir corrosives rendant encore plus vulnérables les ménages notamment les pauvres et très pauvres. Ces stratégies sont également résumées dans la 3<sup>ème</sup> colonne du tableau.

**Tableau N°5** : Risque de vulnérabilité et stratégies d'adaptation des populations de la zone du projet

Domaines	Risques et/ou chocs majeures de la zone	Stratégies de mitigation
<p><b>Agriculture et sécurité alimentaire</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sécheresse avec une installation tardive des pluies ou insuffisance et une mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace.</li> <li>2. Vents forts et violents accompagnés de sable</li> <li>3. Attaque des criquets et/ou sautériaux, des oiseaux ravageurs, des rats granivores et des parasites (chenilles).</li> <li>4. Pauvreté des sols</li> <li>5. Désertification</li> <li>6. Insuffisance des intrants (engrais et semences)</li> <li>7. Outils et matériels de travail rudimentaires</li> <li>8. Inondations</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Utilisation des techniques agricoles appropriées (Zai, demies lunes, banquettes, ...)</li> <li>▪ Utilisation des semences améliorées (précoces et résistantes au climat)</li> <li>▪ Augmentation de la vente des animaux (volailles, petits et gros ruminants) ;</li> <li>▪ Augmentation du nombre de départs en exode et aussi de la fréquence d'exode ;</li> <li>▪ Diminution drastique (au moins 50%) ou même abandon des dépenses pour certains produits (viande, pate alimentaire, huile, habillement, fêtes, communication et transport) ;</li> <li>▪ Augmentation de la cueillette et vente du bois et des produits artisanaux comme le sécko, les nattes et les cordes ;</li> <li>▪ Augmentation de la vente de paille, de briques et/ou banco par les pauvres et les très pauvres ;</li> <li>▪ Augmentation du nombre de personnes pour les travaux agricoles dans le groupe des très pauvres et pauvres ;</li> <li>▪ Diminution des surfaces cultivées chez les moyens et les nantis ;</li> </ul>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Diminution du capital financier pour le petit commerce ;</li> <li>▪ Réduction de l'emploi des travailleurs journaliers agricoles par les moyens et les nantis.</li> </ul>
<b>Elevage</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Insuffisance de pâturages</li> <li>2. Amenuisement des aires de pâturage / couloirs de passage</li> <li>3. Divagation des animaux</li> <li>4. Epizooties ou maladies (dermatose, pneumonie, fièvre aphteuse, peste bovine) et maladies des volailles</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transhumance</li> <li>- Utilisation des aliments bétail</li> <li>- Déstockage (vente d'une partie des animaux)</li> <li>- Vaccination des animaux</li> </ul>
<b>Pêche</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ensablement du fleuve et des mares</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désensablement et empoisonnement des cours d'eau permanent</li> </ul>
<b>Marchés</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Augmentation du prix des denrées alimentaires</li> <li>2. La hausse des prix des compléments alimentaires pour le bétail</li> <li>3. Baisse de prix et ou mévente pour le bétail</li> <li>4. Inaccessibilité de certains marchés due à l'enclavement des villages</li> <li>5. Pénurie de céréales sur les marchés d'approvisionnement.</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat et stockage des denrées alimentaires au moment des récoltes où les prix sont relativement bas</li> </ul>

Ces stratégies de riposte se résument comme suit :

La zone est soumise aux facteurs pédoclimatiques qui perturbent énormément les efforts de production des populations. Ces facteurs déstabilisants continuent à affecter les populations qui manifestent déjà un découragement pour la production agricole face aux rendements faibles enregistrés ces dernières années. La conséquence principale de ces facteurs reste toujours la crise alimentaire récurrente dans la zone. La faible diversification du régime alimentaire dominé par les céréales ne permet pas une amélioration du statut nutritionnel des populations surtout les enfants dans la localité.

Compte tenu de toutes les contraintes et potentialités de production agro-sylvo-pastorale de la zone décrites plus haut, une synthèse de recommandations a été faite en accord avec les suggestions des communautés pour contribuer à une amélioration de la situation socio-économique des populations :

**a. Dans le domaine agricole :**

- ✚ L'accent devrait être mis sur le renforcement de l'accessibilité pour les ménages des intrants (semences améliorées à cycle court et les engrais). Mais un encadrement technique (méthodes de techniques culturales plus appropriées) rapproché des producteurs s'avère aussi nécessaire si l'on veut une bonne amélioration de la production et des rendements dans ce contexte de changement climatique ;
- ✚ Le désensablement des mares et la création de barrages là où c'est possible dans la zone peuvent permettre la disponibilité en eau et par voie de conséquence la culture maraîchère et la pêche peuvent être développées. Cette idée a été largement avancée par les populations comme priorité de développement pour la zone du projet ;
- ✚ La mise en place de systèmes de warrantage ou de banques céréalières peuvent aider à l'accessibilité des vivres pour les ménages pauvres et très pauvres. L'objectif étant de protéger les couches les plus pauvres contre la hausse des prix des denrées de grande consommation en période difficile (période de soudure) ;
- ✚ Développer un programme de vulgarisation des variétés du riz adaptées à l'inondation ;
- ✚ Réaliser des digues de protection des aménagements contre les inondations ;
- ✚ Renforcer en irrigation la disponibilité et l'accessibilité permanente de l'eau dans tous les aménagements ;
- ✚ Inciter l'utilisation des produits bio pesticides pour lutter contre les insectes, parasites et maladies des cultures.
- ✚ Un appui en nourriture et ou en Cash en période de soudure pour les ménages pauvres et les ménages très pauvres semble être une stratégie pour favoriser l'exploitation de leurs champs en hivernage.

## b. En ce qui concerne l'élevage

- ✚ Les actions à mener concerne le renforcement des techniques d'amélioration de la paille pour l'alimentation du bétail (paille à l'urée ou bloc multi nutritionnel à base d'urée) et la disponibilité des produits vétérinaires. Mais l'enjeu fondamental semble être l'appui de l'activité d'embouche et d'élevage à cycle court (aviculture, petits ruminants). En effet, l'embouche s'est avéré la meilleure option pour tous les groupes socio-économiques d'accroître leur revenu, surtout avec la forte demande de Niamey et du Nigeria. C'est pourquoi, les populations ont manifesté le renforcement de leur capacité d'accès aux financements (crédits, subventions) pour leur permettre le développement de cette activité. Pour se faire, il est nécessaire de renforcer la disponibilité sur place du financement (à travers l'installation des IMF et banques, des programmes d'appui au secteur de petit commerce) ainsi que la solvabilité de groupes pauvres et très pauvres et l'allégement des conditions bancaires d'accès aux crédits.
- ✚ Par ailleurs, d'autres conditions sont aussi nécessaires pour permettre le développement de l'embouche : le renforcement de l'encadrement des services vétérinaires, une organisation de la filière bétail garantissant des conditions de marchés plus propices. Les femmes ont aussi exprimé la nécessité de disposer des chèvres, des brebis et des vaches pour l'élevage, activité qui semble l'emporter sur l'agriculture en termes de sécurité alimentaire malgré que les populations de la zone se disent agriculteurs.

## c. Les services sociaux de base sont aussi à renforcer dans la zone, notamment :

- ✚ Les infrastructures sanitaires et hydrauliques. Leurs taux de couverture demeurent faibles et accroissant ainsi le coût du service pour les populations.
- ✚ Dans le domaine éducatif, il est évident que la contribution des systèmes des cantines scolaires pour relever les taux de scolarisation et de fréquentation est nécessaire dans les zones nomades comme Bankilaré et Ayorou et Inates. Pour les ménages pauvres et très pauvres, ces solutions leur permettraient de mieux assurer pour leur progéniture le droit à l'éducation.
- ✚ Promouvoir les activités génératrices de revenu dans la zone ;

## **B. Résultats par rapport à l'identification des filières porteuses**

### **B.1. Quelques définitions**

**Filière** : Ensemble des phases d'un processus de production qui permettent de passer de la matière première au produit fini vendu sur le marché.

**Créneau porteur** : Un créneau peut être considéré comme porteur dans la mesure où il remplit un certain nombre de critères techniques, économiques, sociaux et qu'il a des chances de se maintenir puis de se développer sur une période relativement longue. Les critères peuvent être la création de la valeur ajoutée, la création d'emplois durables et rémunérés ou l'intégration avec d'autres secteurs créateurs d'emplois et de valeur ajoutée.

**Secteur porteur** : entendue généralement au niveau macro-économique, cette notion est souvent assimilée à celle de « métier porteur » alors qu'elle n'est pas nécessairement corrélée au développement de l'emploi (par exemple, le secteur de l'industrie pétrolière). De même, un métier peut être considéré comme « porteur », indépendamment d'un secteur (par exemple la comptabilité).

### **B.2. Identification des filières porteuses**

Lors de la collecte des données sur le terrain, il a été administré un outil permettant de répertorier les filières porteuses pour les jeunes filles et jeunes hommes de la zone du projet.

L'identification des filières s'est élargie à 4 autres communes au-delà des 5 communes pilotes du projet pour permettre de mieux appréhender les interactions au niveau de la région du Liptako – Gourma et voir les potentialités à côté des grandes communes voisines comme Tillabéri, Inatès pour la zone frontalière avec le Mali et Gothèye qui sépare les communes de Goroual, Giagourou et Téra de la capitale Niamey.

Le tableau ci-dessous récapitule les filières porteuses selon les données collectées par commune.

Communes	Filières porteuses identifiées	Atouts et opportunités existantes dans la commune	Contraintes / Menaces	Filières porteuses pertinentes pour la commune
<b>Ayorou</b>	Couture Menuiserie bois Maçonnerie Transformation de produits agricoles Maraîchage AGR/Commerce Pisciculture (pêche) Energie solaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La couture c'est l'habillement</li> <li>• Culturel à cause de l'équipement aux jeunes mariées</li> <li>• Protection contre les inondations récurrentes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficulté d'accès</li> <li>• Risque d'inondation</li> </ul>	Transformation de produits agricoles AGR/Commerce Energie solaire La maçonnerie La couture
<b>Inates</b>	Elevage Tannerie, Maroquinerie Petit commerce Couture	Grande aire de culture de décu, Espace abondant pour l'élevage	La sécurisation des aires de culture de décu Enclavement de la zone	Agro Sylvo Pastorale
<b>Dessa</b>	Agro Sylvo Pastorale Artisanat Couture Poterie Petit commerce	Le fleuve traverse toute la commune Le projet du barrage de Kandadji et ses dérivés (hydro électrique)	Manque des ressources qualifiées pour profiter d'énormes potentialités du barrage	Agro Sylvo Pastorale Electricité Plomberie
<b>Bankilare</b>	Agro Sylvo Pastorale Petit commerce Transformation de produits agricoles Menuiserie bois et couture Reparation de téléphone portables	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grande aire de pâturage et en abondance</li> <li>• Disponibilité du capital humain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible qualification des ressources humaines</li> <li>• Manque d'eau</li> </ul>	Elevage Transformation de produits laitiers Reparation de téléphone portables
<b>Tillabéri</b>	Agriculture Commerce Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fleuve</li> <li>• Multiplicité de partenaires</li> <li>• Proximité de Niamey</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insécurité résiduelle</li> <li>• Ensablement du fleuve</li> <li>• Inondation</li> </ul>	Sylvi culture

	Elevage			
<b>Gotheye</b>	Menuiserie : menuiserie bois Couture Mécanique moto Poterie Forge Fabrication des savons liquide Maraîchage	Zone très riche à l'agriculture et à l'élevage Présence de plusieurs motos dans la zone Zone électrifiée	Banque de collaboration entre les responsables locaux Mauvaise exploitation du fleuve	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture : culture maraîchère, culture du riz</li> <li>• Elevage : embouche bovine, reproduction</li> <li>• Mécanique moto</li> <li>• Menuiserie</li> <li>• Electricité</li> <li>• Couture</li> </ul>
<b>Téra</b>	Réparation téléphone portable Exploitation d'énergie solaire comme électricité Elevage (Embouche) Couture AGR/Commerce Mécanique (Moto) Menuiserie Maçonnerie Artisanat	Présence de plusieurs ateliers de réparation de moto Zone de maraîchage et d'élevage Présence de de la couverture en réseau téléphonique	Pas de centre de formation aux métiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mécanique</li> <li>• Exploitation d'énergie solaire comme</li> <li>• AGR</li> <li>• Maraichage</li> <li>• Elevage</li> <li>• Réparation de téléphone portable</li> </ul>
<b>Diagourou</b>	Mécanique Réparation de téléphone portable AGR /Commerce Agro Sylvopastorale Menuiserie Elevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence de réseau de téléphone</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elevage : embouche bovine ; ovine ; reproduction</li> <li>• AGR</li> <li>• Menuiserie bois</li> <li>• Mécanique moto</li> <li>• Couture</li> </ul>

<b>GOROUOL</b>	Agriculture Couture Pêche Energie Solaire comme source d'électricité AGR / Commerce Artisanat (poterie) Mécanique (mécanique moto) Menuiserie bois Maraichage Embouche	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zone propice en maraichage et en élevage</li> <li>• Sites maraichers aménagés</li> <li>• Existence d'un marché de céréales</li> <li>• Moyens de transport des produits agricoles</li> <li>• Disponibilité de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance de semences améliorées</li> <li>• Ennemis de culture</li> <li>• Insuffisance des sites maraichers □</li> <li>• Insuffisance d'encadrement technique</li> <li>• Dégradation des terres de culture</li> <li>• Conflits agriculteurs/éleveurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture (maraichage)</li> <li>• Elevage (embouche ovine ; soin animal ; vétérinaire)</li> <li>• AGR</li> <li>• Pêche</li> <li>• Mécanique (moto, moto pompe)</li> <li>• Economie familiale (couture)</li> <li>• Menuiserie bois</li> </ul>
----------------	---	--	---	---

### **B.3. Dégager les filières les plus porteuses selon les priorités des populations et les analyse de la dynamique des marchés**

Sur la base de l'analyse de la situation de la zone et des entretiens avec les populations, une proposition de filières porteuses qui pourraient être appuyées par le projet de gestion transfrontalière est ci-dessous présentée :

- 1. Le commerce / AGR**
- 2. L'agrosylvopastoral (Maraichage, l'embouche des animaux, la transformation des produits agricoles et animaux) ;**
- 3. L'exploitation de l'énergie solaire comme source d'énergie électrique dans la zone ;**
- 4. Réparation de téléphones portables ;**
- 5. La mécanique / menuiserie.**

Ces filières ci-dessus présentent des perspectives et ouvrent des activités durables pour les jeunes (femmes et hommes) de la zone qui pourront s'appuyer sur ces filières pour se lancer dans la vie économique.

Eu égard à cela, il s'avère assez important de faire un plaidoyer à l'endroit du ministère des Enseignements Professionnels et Techniques pour la création des Centres de Formation aux Métiers (CFM) dans les communes ne disposant pas desdits centres.

Ces centres constituent de nos jours un pôle d'attraction pour les jeunes ayant abandonné les études pour disposer d'une seconde chance pour apprendre un métier professionnel.



## C. Les différents acteurs intervenant dans la zone

Des informations ont été collectées pour avoir une situation des acteurs intervenant dans la zone du Liptako-Gourma.

Le tableau ci-dessous récapitule les différents acteurs dénombrés dans la zone du projet.

Acteur	Secteur d'intervention
CADEV Niger	Sécurité alimentaire
Catholic Relief Services (CRS)	Agriculture, Sécurité alimentaire et adaptation au changement climatique
Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP)	Appui à la consolidation de la paix
SICOP (Coopération Allemande)	Appui à la bonne gouvernance
LUCOP	Appui à la décentralisation
Haute Autorité au Barrage de Kandadji	Agriculture, Santé, et Education
UNHCR	Appui aux Réfugiés
Plan Niger	Parrainage et Education
WHH	Sécurité alimentaire et Nutrition
HELP	Sécurité alimentaire et Nutrition
PNUD	<ul style="list-style-type: none"><li>• Renforcement de la sécurité humaine et la résilience communautaire</li><li>• Prévention/gestion des conflits/implication des femmes et des jeunes dans les processus et mécanismes de prévention et gestion des conflits</li></ul>

## CONCLUSION DE L'ETUDE

L'étude sur les moyens d'existence dans la zone du projet à savoir les communes de Téra, Diagourou, Goroual, Bankilare et Ayorou et les zones environnantes de la région du Liptako – Gourma reflète les caractéristiques d'une zone agro pastorale dominée par l'agriculture et l'élevage comme activités principales des populations de la zone.

On note également que certaines populations s'adonnent à la pêche et au commerce des animaux et des céréales.

L'agriculture est confrontée ces dernières années aux facteurs de changements climatiques entraînant des disparités en termes de répartitions des pluies dans le temps et dans l'espace conduisant à des inondations, des sécheresses. Cet état de fait a pour conséquences des déficits agricoles assez courants dans la zone (2 années sur 3 sont très souvent déficitaires dans cette zone du pays).

L'élevage est pratiqué par les populations Peulhs et Touaregs le long des frontières des 3 pays (Burkina Faso, Mali et Niger) dans les communes de Ayorou et Bankilaré. Cette activité reste aussi confrontée à la rareté du pâturage due à l'amenuisement des aires pour des raisons agricoles, l'insuffisance des couloirs de passage, les maladies des animaux, et l'insécurité croissante dans la zone.

La pêche est une vieille pratique de certaines de ces populations de Ayorou et Goroual mais de plus en plus, elle ne constitue plus une activité assez porteuse pour les populations.

Le commerce est pratiqué principalement avec la capitale Niamey mais aussi sur les deux frontières avec les populations des deux grandes voisines de Dori (Burkina Faso) et de Gao (Mali).

Des efforts sont menés par les Etats pour assurer la sécurité dans cette zone à travers des initiatives conjointes comme le G5 Sahel, les efforts individuels comme l'Etat d'urgence déclaré par le Gouvernement du Niger dans ce partie du pays afin de faciliter aux équipes de l'armée de mener à bien leur opération de sécurisation de la zone.

L'analyse des filières porteuses a fait ressortir 4 filières les plus pertinentes pour les jeunes de cette zone. Il s'agit de :

- 1. Le commerce / AGR**
- 2. L'agrosylvopastoral (Maraichage, l'embouche des animaux, la transformation des produits agricoles et animaux) ;**
- 3. L'exploitation de l'énergie solaire comme source d'énergie électrique dans la zone ;**
- 4. Réparation de téléphones portables ;**
- 5. La mécanique / menuiserie.**

## **ANNEXES**

## TERMES DE REFERENCES DE L'ETUDE

### Background

Avec environ 1 325 km de frontière commune entre le Mali et le Burkina Faso, et 838 km avec le Niger, la région frontalière entre ces trois pays reste dans une situation de fragilité aigue caractérisée par des sécheresses récurrentes, l'insécurité causée par la crise de 2011-2012 au Nord Mali, l'augmentation de la présence des groupes terroristes, et le crime organisé. Cette situation est exacerbée par la présence de groupes armés qui échappent au contrôle des gouvernements. Les vecteurs de conflits et d'insécurité transcendent les frontières nationales des pays de la zone. La grande perméabilité des frontières et la faible présence et capacités limitées des forces de sécurité dans les zones frontalières concourent à l'instabilité des zones frontalières et se repercutent même sur l'ensemble du territoire de ces pays. Dans certaines zones, les conflits actuels ont bouleversé les économies locales et déchiré le tissu social déjà mis à l'épreuve par un taux de pauvreté parmi les plus élevés dans le monde.

Bien qu'ils existassent déjà dans le passé, les déplacements de population et les migrations irrégulières sont en augmentation. Au-delà de cet environnement fragile, le manque général de services gouvernementaux, la décentralisation inadéquate et la présence très limitée des forces de sécurité étatiques constituent les obstacles majeurs pour toute stratégie visant à promouvoir la stabilité dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest. Comme résultats de la marginalisation politique, sociale et économique, les frontières communautaires côté Malien, Nigérien et Burkinabé des régions de Liptako-Gourma ont souffert et continuent de souffrir de l'isolation et de l'extrême pauvreté. Cette pauvreté est alimentée par la marginalisation de la région, créant un cercle vicieux qui doit être combattu par le moyen d'efforts coordonnés et globaux par les autorités et les partenaires internationaux.

Les jeunes et les femmes, principales victimes de la pauvreté sont davantage exposés qu'il n'existe pas d'offre appropriée de formation professionnelle et d'opportunités d'activités génératrices de revenus. L'élevage, principale activité économique est confronté au problème d'insécurité, notamment le vol de bétail, l'insuffisance de couloirs de transhumance et le manque d'infrastructures permettant de créer une chaîne de valeurs.

Par ailleurs, la prolifération d'armes légères, est de plus en plus visible chez les jeunes. Au Mali notamment, les attentes générées par le processus de cantonnement et DDR, qui tarde à se mettre en place, ont aussi engendré des effets négatifs. En particulier, l'espoir déraisonné, entretenu par un grand nombre de jeunes adultes, qu'ils tireront parti du désarmement, a entraîné une course parmi ces individus pour acheter des armes légères. Il a été rapporté à la mission que des jeunes adultes et même des enfants vendent leur bétail pour s'acheter des armes à feu, facilement disponibles sur le marché noir local.

De façon générale, cette tendance inquiétante nourrie l'augmentation du manque de confiance entre les membres des différentes communautés, les acteurs gouvernementaux locaux et nationaux. C'est dans ce cadre que le bureau du PNUD Niger a bénéficié des ressources de Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) pour appuyer l'initiative sous régionale de promotion de la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans le Liptako Gourma (Mali, Burkina et Niger) Cette initiative est pilotée par le bureau du PNUD Burkina Faso.

L'approche préconisée par le projet est de contribuer à la cohésion sociale au sein des populations et

à la sécurité communautaire à travers des interventions dans les domaines prioritaires « Réconciliation nationale » ; «Gestion des ressources naturelles» et «Moyens de subsistance durables» du Fonds de Consolidation de la Paix.

Une meilleure connaissance de la situation et de l'accès aux ressources naturelles et aux moyens de subsistance contribuerait à la stratégie globale de lutte contre la pauvreté par la création d'opportunités nouvelles de revenus aux jeunes et aux femmes à travers le développement des filières porteuses susceptibles et de leur éviter l'enrôlement dans les mouvements extrémistes.

A cet effet, le PNUD Niger recherche un/une consultant-e national-e pour conduire une étude de base sur les moyens de subsistance et dégager les filières porteuses dans la zone du Liptako-Gourma

## Duties and Responsibilities

Objectifs de la prestation:

L'étude de base vise à produire des données quantitatives et qualitatives permettant de :

- Dresser la situation de référence des moyens de subsistance dans la zone du Liptako-Gourma
- Améliorer la compréhension des facteurs d'instabilité des communautés liés à la faiblesse des moyens de subsistance, les stratégies d'adaptation et les réponses endogènes, ainsi que les interventions dont elles bénéficient à ce titre ;
- Dresser un répertoire des principaux acteurs intervenant dans la zone ciblée;
- Dresser un répertoire des filières qui pourraient être développées dans le cadre du projet en vue d'une insertion socio-économique durable des populations
- Recueillir la perception des jeunes et des femmes sur la pertinence des filières existantes et relever leur intérêt pour les filières identifiées

Description des tâches du Consultant

De façon générale, la réalisation de l'étude de base se fera suivant une approche permettant de combiner des méthodes quantitatives et qualitatives pour produire des données permettant de guider la programmation, le suivi et l'évaluation des prochaines activités de redressement économique et des moyens de subsistance.

- Identification et analyse des mécanismes d'accès aux moyens de subsistance mis en œuvre par les communautés ;
- Identification et analyse des différents acteurs intervenant à l'échelle des communes pilotes dans les domaines ciblés ;
- Collecte et analyse des données sur les filières à fortes potentialités et les principaux groupes de subsistance et leurs caractéristiques, les sources principales de revenu dans les communes, niveau indicatif du revenu par groupe, nombre indicatif de personnes/foyers dans chaque groupe (désagrégé par âge et sexe si possible), la dimension de la population active et inactive, les caractéristiques de l'emploi ;
- Identification et analyse des facteurs de vulnérabilité des populations et des moyens de production, du niveau de résilience des ménages et des communautés dans les communes ;
- Identification des zones de concentration des moyens de subsistance, le cas échéant (cartographie)
- Proposition d'un système de suivi et d'évaluation permettant d'apprécier les changements enregistrés au sein des communautés bénéficiaires ;

- Proposition de trois à quatre filières qui pourraient être appuyées par le projet de gestion transfrontalière

Résultats attendus/Produits délivrés

Le/la Consultant-e travaillera sous l'autorité du Représentant Résident Adjoint Chargé des Programmes du PNUD avec la supervision technique du Conseiller Technique Principal de l'unité Paix et Sécurité du PNUD pour fournir les produits suivants :

- Un rapport d'étude de base regroupant les données de références sur les moyens de subsistance dans les communes ciblées et répondant aux besoins d'information pour la programmation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités de d'insertion socio-économique des femmes et des jeunes dans les communes ciblées est disponible ;
- Une liste de filières porteuses est établie dans les communes ciblées ;
- Une appréciation des filières par les jeunes et les femmes est ressortie

## Competencies

- Engagement à l'égard des valeurs, de la vision et de la mission du Système des Nations Unies ;
- Excellentes aptitudes analytiques, de synthèse, de rédaction et de présentation de documents
- Excellentes aptitudes interpersonnelles et de communication orale et écrite ;
- Capacité à travailler de manière autonome et en équipe ;
- Aptitude à accepter les contributions et à recevoir des orientations de plusieurs sources et à les intégrer en vue d'aboutir à des résultats concrets ;
- Avoir une vision stratégique tout en prêtant l'attention nécessaire aux détails ;
- Capacité à travailler sous pression et à respecter les délais ;
- Une bonne connaissance de la zone de l'étude serait un atout.

## Required Skills and Experience

Formation :

- Avoir au moins un master en sociologie, en économie, en statistiques, en démographie ou dans un domaine apparenté.

Expérience :

- Au moins 5 ans d'expérience avérée des enquêtes utilisant les méthodes qualitatives de recherche;
- Au moins 5 ans d'expérience dans les études et recherches relatives à l'accès aux ressources naturelles dans le Sahel en lien avec la cohésion sociale ;
- Au moins 2 ans d'expérience dans les interventions de la consolidation de la paix et du renforcement de la sécurité communautaire;
- Expérience de travail avec le gouvernement, les PTF ou le système des Nations Unies

Langues :

- Une bonne maîtrise du français (écrit et oral) est indispensable.

Dépôt des dossiers :

Les dossiers de candidature devront comprendre deux propositions (technique et financière) :

La proposition technique doit contenir:

- Une copie du dernier diplôme ;
- Une lettre de motivation ;
- Un CV détaillé ;
- Une note conceptuelle sur la méthodologie de travail ;
- Toute documentation utile pouvant démontrer votre capacité ;
- Un formulaire P11 des Nations Unies dûment rempli comportant les noms et adresses email d'au moins 3 personnes de référence
- Le P11 est accessible à [http://sas.undp.org/Documents/P11\\_personal\\_history\\_form.doc](http://sas.undp.org/Documents/P11_personal_history_form.doc).

La proposition financière

Une proposition financière détaillée incluant les honoraires, déplacements, et autres frais nécessaires à l'accomplissement de la mission.

Critères d'évaluation des offres : La sélection sera faite sur la base des critères suivants notés sur 100 comme suit :

- Diplômes (20 points) ;
- Au moins 5 ans d'expérience avérée des enquêtes utilisant les méthodes quantitatives et qualitatives de recherche (30 points)
- Méthodologie de travail proposée (20 points);
- Au moins 5 ans d'expérience dans les études et recherches relatives à l'accès aux ressources naturelles dans le Sahel en lien avec la cohésion sociale (20 points);
- Au moins 2 ans d'expérience dans les interventions de la consolidation de la paix et du renforcement de la sécurité communautaire (10 points)

Seules les candidatures ayant obtenu une note technique au moins égale à 70 points sur le total des 100 points seront retenues pour une analyse financière.

La méthode d'évaluation qui sera utilisée est celle du meilleur rapport qualité/prix (score combiné).

# OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES

## ENQUETE RAPIDE SUR LES FILIERES PORTEUSES

### OUTIL DE COLLECTE FILIERE

I. IDENTIFICATION	
<b>Q1</b>	DEPARTEMENT DE : ..... <u>Code Département</u>  __ __
<b>Q2</b>	COMMUNE DE : ..... <u>Code Commune</u>  __ __

Nom enquêteur : .....

Date de collecte : |\_\_|\_\_| / |\_\_|\_\_| / |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|

**Observations particulières :**





<b>III. FILIERES PORTEUSES</b>	
<b>PARMI LES FILIERES CI-DESSUS QUELLES SONT LES FILIERES LES PLUS PORTEUSES</b>	
<b>N°</b>	<b>NOM DE LA FILIERE</b>

<b>ENQUETE RAPIDE SUR LES ACTEURS PRESENTS</b>
--

## OUTIL DE COLLECTE ACTEURS PRESENTS

I. IDENTIFICATION		
<b>Q1</b>	DEPARTEMENT DE : .....	<u>Code Département</u>  __ __
<b>Q2</b>	COMMUNE DE : .....	<u>Code Commune</u>  __ __

Nom enquêteur : .....

Date de collecte : |\_\_|\_\_| / |\_\_|\_\_| / |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|

**Observations particulières :**

<b>II. QUELLES SONT LES DIFFERENTS ACTEURS PRESENTS DANS VOTRE COMMUNE</b>	
<b>NOM DE L'ACTEUR</b>	<b>TYPE D'INTERVENTION</b>
1.	
2.	
3.	
4.	
5.	
6.	
7.	
8.	
9.	
10.	
11.	
12.	
13.	
14.	
15.	
16.	
17.	
18.	
19.	
20.	

<b>ENQUETE RAPIDE SUR LES MOYENS D'EXISTENCE AUPRES DES COMMUNAUTES</b>
---

## OUTIL DE COLLECTE

I. IDENTIFICATION		
<b>Q1</b>	DEPARTEMENT DE :  -----	<u>Code Département</u>  __ __
<b>Q2</b>	COMMUNE DE :  -----	<u>Code Commune</u>  __ __
<b>Q3</b>	VILLAGE DE :  -----	
<b>Q4</b>	NUMERO DU MENAGE :	__ __

Nom enquêteur : .....

Date de collecte : |\_\_|\_\_| / |\_\_|\_\_| / |\_\_|\_\_|

**Observations particulières :**

N°	QUESTIONS	REponses		
<b>Q5.</b>	Nombre total des membres du ménage	<b>Q5a</b> Total membres dans le ménage		_ _ _
		<b>Q5b</b> Nombre d'enfants de moins de 5 ans		_ _ _
		<b>Q5c</b> Nombre d'enfants de moins de 2 ans		_ _ _
		<b>Q5d</b> Quel est le nombre total de membres actifs dans le ménage ?		_ _ _
<b>Q6.</b>	Combien de sources de revenus monétaire le ménage dispose t-il?			_ _ _
	<b>Q6.a-</b> Quelle est la principale source de revenu monétaire du ménage ?	<b>Première source de revenu</b>	<b>Contribution au revenu total en %</b>	<b>Quel est le montant moyen tiré de cette source de revenu par mois (FCFA)</b>
		_ _ _	_ _ _  %	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
		<p>01=Vente de produits agricoles 02= Vente bétail/ Embouche/ vente produits d'élevage 03= Petit commerce 04=Travail journalier</p> <p>05=Vente de bois/paille 06=Artisanat 07=Salarié 08=Commerçant/entrepreneur 09=Transfert 10= Emprunt 11=Mendicité 12=Extraction/carrière 13=Vente de produits maraichers</p> <p>14= Autres .....</p>		
<b>Q7</b>	LISTEZ LES PRINCIPALES DEPENSES DU MENAGE			
<b>Q8</b>	QUELLES SONT SELON VOUS LES PRINCIPALES ACTIVITES DES JEUNES DU MENEAGE ?			
<b>Q9</b>	QUELLES SONT LES ACTIVITES DONT LE MARCHE ABSORBE DANS VOTRE COMMUNE ?			

II. CARACTERISTIQUES SOCIO ECONOMIQUES DU MENAGE		
<b>Identification du chef de ménage</b>		
Q10.	Sexe du Chef de Ménage	1= Masculin 2 =Féminin  __
Q11.	Age du chef de ménage	__   __  ans. Mettre 99 en cas de non réponse et écrire 98 pour 98 ans ou plus
Q12.	Statut matrimonial du chef de ménage	1= Marié (e) monogame 2= Marié (e) polygame 3= Divorcé(e) 4= Veuf/Veuve 5= Célibataire  __
Q13.	Quelle est la principale activité du chef de ménage ?	01= Agriculture 02= Elevage 03= Commerce 04= Artisanat 05= Secteur public 06= Secteur privé 07= Travail journalier (maçons, taximen...) 08 = Bucheron 09 = Chasse/Pêche 10 = Inactif 11 = Autres à préciser ..... __   __
Q14.	Quelle est la principale source d'eau de boisson du ménage ?	1. Robinet d'eau courante 2. Forage 3. Mini AEP 4. Puits protégé  __  5. Puits ouvert 6. Eau surface (marigot, rivière, ruisseau, pluies, mares, fleuve, etc.) 7. Camion citerne 8. Autre à préciser .....
Q15.	Quel est le statut d'occupation du logement du ménage ?	1. Propriétaire 2. Locataire  __  3. Occupe sans payer de location/ logé gratuitement 4. Autres (à préciser) :.....

III. BIENS DU MENAGE					
<b>Q16. Quels sont les biens fonctionnels possédés par le ménage ?</b>					
Q16 A Biens	Q16B	Q16C	Q16A Biens	Q16B	Q16C
	1- Oui 2- Non	Nombre possédé dans le ménage		1- Oui 2- Non	Nombre possédé dans le ménage
1. Chaise	__	__	13. Cyclomoteur/Vélocycle	__	__

**III. BIENS DU MENAGE****Q16. Quels sont les biens fonctionnels possédés par le ménage ?**

<b>Q16 A Biens</b>	<b>Q16B</b> 1- Oui 2- Non	<b>Q16C</b> Nombre possédé dans le ménage	<b>Q16A Biens</b>	<b>Q16B</b> 1- Oui 2- Non	<b>Q16C</b> Nombre possédé dans le ménage
2. Couverture /Sakala/Kélich	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	14. Bicyclette	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Table	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	15. Charrette (traction animale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Lit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	16. Charrue pour la traction animale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. natte (plastique, raffia ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	17. Moustiquaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Bijoux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	18. Lampe / Torche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Fer à repasser	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	19. Autre .....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Machine à coudre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
9. Téléphone portable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
10. Appareil TV/Accessoires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
11. Radio	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
12. Houe/Daba/hilaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			



## IV. ELEVAGE

**Q17.** Le ménage possède t-il des animaux (y compris la volaille ?) 1=Oui 2=Non |\_\_| Si Non allez à **Q18**

**Q17 a** Si oui, combien pour les espèces suivantes ?

	<b>Effectifs</b>
Bovins	_ _ _ _ _ _ _
Ovins	_ _ _ _ _ _ _
Caprins	_ _ _ _ _ _ _
Camelin	_ _ _ _ _ _ _
Asins	_ _ _ _ _ _ _
Equins	_ _ _ _ _ _ _
Poulets	_ _ _ _ _ _ _
Pintades	_ _ _ _ _ _ _
Canards/Oies	_ _ _ _ _ _ _
Pigeons	_ _ _ _ _ _ _
Autres à préciser.....	_ _ _ _ _ _ _

**V. PRODUCTION AGRICOLE DU MENAGE**

<b>Q18.</b>	Aviez-vous exploité des champs/jardins au cours de cette campagne agricole en cours <b>2018</b> ?	1= Oui 2 = Non     __ __  <b>Si Non aller Q19</b>
<b>Q18.a</b>	Si oui, combien de champs/jardins ont été exploités par le ménage ?	__ __
<b>Q18.b</b>	Quelle a été la superficie totale de ces champs/jardins en hectare ?	__ __ __ ,  __  hectares

**VI. TRANSFERTS SOCIAUX**

<b>Q19 - Le ménage a-t-il bénéficié des programmes suivants au cours des 12 derniers mois ?</b>	<b>1-Oui 2- Non</b>
11. Banque céréalière	__
12. Distribution gratuite	__
13. Vente de céréales à prix modéré	__
14. Vivre contre travail (Food for Work)	__
15. Argent contre travail (Cash For Work)	__
16. Ration de décharge/protection	__
17. Don/zakat	__
18. Blanket feeding	__
19. Ration complémentaire pour les femmes enceintes et allaitantes	__
20. Intrants agricoles (engrais, semences...) ou matériels agricoles (houes, .....)	__
21. Cash transfert	__
22. Autres à préciser-----	__

## VII. CHOCS

## QUELLES ONT ETE VOS PRINCIPALES DIFFICULTES OU CHOCS DURANT LES 12 DERNIERS MOIS?

NE PAS LES ENUMERER, LAISSEZ LE MENAGE REpondre SPONTANEMENT. UNE FOIS CELA FAIT, DEMANDER AU MENAGE DE RANGER LES 3 PLUS IMPORTANTS

<b>Q20. QUELLES ONT ETE VOS PRINCIPALES DIFFICULTES OU CHOCS DURANT LES 12 DERNIERS MOIS?</b>		Mettre <b>1= Oui</b> ou <b>2= Non</b> dans la case de toutes les difficultés listées par le ménage					
		<b>1<sup>ère</sup></b>		<b>2<sup>ème</sup></b>		<b>3<sup>ème</sup></b>	
		<b>Difficulté</b>		<b>Difficulté</b>		<b>Difficulté</b>	
1= Perte d'emplois	<input type="checkbox"/>	<b>20.1</b>	<input type="checkbox"/> ..... ..... ..... ....	<b>20.2</b>	<input type="checkbox"/> ..... ..... .....	<b>20.3</b>	<input type="checkbox"/> ..... ..... .....
2 = Baisse de revenu	<input type="checkbox"/>						
3= Maladie / dépenses de santé exceptionnelles	<input type="checkbox"/>						
4= Décès d'un membre de la famille	<input type="checkbox"/>						
5= Augmentation des prix des denrées alimentaires	<input type="checkbox"/>						
6= Augmentation des prix du carburant / du transport	<input type="checkbox"/>						
7= Augmentation des prix du loyer	<input type="checkbox"/>						
8= Augmentation des prix des intrants agricoles	<input type="checkbox"/>						
9 = Coupure d'électricité	<input type="checkbox"/>						
10 = Insécurité / vols	<input type="checkbox"/>						
11 = Remboursement de dettes	<input type="checkbox"/>						
12= Chômage de longue durée	<input type="checkbox"/>						
13= Catastrophes naturelles (inondation, incendie, vents)	<input type="checkbox"/>						
14= Irrégularité des pluies	<input type="checkbox"/>						
15= Autres à préciser dans la colonne	<input type="checkbox"/>						
Si choc = 5 (augmentation des prix des denrées alimentaires) parmi les 3 premières difficultés	<b>20.4</b> Comment avez jugé l'impact sur la situation alimentaire de votre ménage ?	1= Très important 2= Modéré 3 = Faible 4 = Pas d'impact				<input type="checkbox"/>	
	<b>20.5</b> Comment jugez-vous l'impact sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans?	1= Très important 2= Modéré 3 = Faible 4 = Pas d'impact 5= Pas d'enfants de moins de 5 ans				<input type="checkbox"/>	

VIII. STRATEGIES D'ADAPTATION			
Q1.	Combien de repas collectifs sont pris par jour dans le ménage?	Actuellement  _ _	Habituellement à la même période  _ _
Q92.	Combien de repas sont pris par jour dans le ménage par les enfants de 1 à 5 ans ? <i>Aller à Q93.1 s'il n'y a pas d'enfants de 1 à 5 ans</i>	Actuellement  _ _	Habituellement à la même période  _ _
	<b>Au cours des 7 derniers jours</b>	<b>Fréquence : Nombre de jours durant les 7 derniers jours (utiliser les valeurs de 0 à 7)</b>	
Q93.1	Y-a-t-il eu des moments où vous n'aviez pas assez de vivres ou d'argent pour en acheter ?	_ _	0 = Non  1 = 1 jour  2 = 2 jours  3 = 3 jours  4 = 4 jours  5 = 5 jours  6 = 6 jours  7 = 7 jours
Q93.2	Est-ce que votre ménage a consommé des aliments moins préférés?	_ _	
Q93.3	Est-ce que votre ménage a emprunté des vivres chez des parents, des voisins ou des amis ?	_ _	
Q93.4	Est-ce que votre ménage a acheté des vivres à crédit ?	_ _	
Q93.5	Est-ce que votre ménage a dû dépendre de l'aide/assistance alimentaire extérieure ?	_ _	
Q93.6	Est-ce que votre ménage a dû renoncer au paiement de dettes contractées pour acheter des vivres ?	_ _	
Q93.7	Est-ce que votre ménage a eu recours inhabituel à la consommation d'aliments de pénurie (Anza, Jigga, Agua, Guera sp.)	_ _	
Q93.8	Est-ce que votre ménage a consommé des semences pour des <b>raisons d'insécurité alimentaire</b> ?	_ _	
Q93.9	Est-ce que votre ménage a dû demander à d'autres ménages de la nourriture pour les enfants ?	_ _	
Q93.10	Est-ce que au moins un membre de votre ménage a eu recours à la mendicité (à <b>cause de l'insécurité alimentaire</b> )?	_ _	
Q93.11	Est-ce que votre ménage a diminué la ration journalière ?	_ _	
Q93.12	Est-ce que votre ménage a dû diminuer la ration journalière pour les adultes au profit des enfants ?	_ _	
Q93.13	Est-ce que votre ménage a dû acheter des repas pour des raisons d'économie ?	_ _	
Q93.14	Est-ce que votre ménage a diminué le nombre de repas pris par jour ?	_ _	

Q93.15	Est-ce que votre ménage a dû passer toute une journée sans manger ?	<input type="checkbox"/>	
Q93.16	Est-ce que vous-même ou un membre de votre ménage est allé au lit en ayant faim parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ?	<input type="checkbox"/>	
	<b>Au cours des 30 derniers jours</b>	<b>Réponse</b>	
Q94.1	Est ce que votre ménage a enregistré des départs d'actifs plus que d'habitude ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
Q94.2	Est ce que votre ménage a vendu des animaux reproducteurs pour des <b>besoins alimentaires</b> ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
Q94.3	Est ce que votre ménage a vendu des biens non productifs (bijoux, objets de valeur...) pour <b>des besoins alimentaires</b> ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
Q94.4	Est ce que votre ménage a vendu des biens productifs (bœufs de trait, charrue, charrette) pour des <b>raisons d'insécurité alimentaire</b> ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
Q94.5	Est ce que votre ménage a vendu des terres pour des <b>raisons d'insécurité alimentaire</b> ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>
Q94.6	Est ce que votre ménage a retiré les enfants de l'école pour <b>des raisons alimentaires</b> ?	1=Oui 2=Non	<input type="checkbox"/>

**XI. MIGRATION**

Q21a	Y a-t-il dans votre ménage un des migrants retournés des pays de la sous-région ?	1=Oui 2=Non  ___  <i>Si non, FIN</i>
Q21b	Si oui, de quel (s) pays viennent-ils ?	Libye  ___  Côte d'Ivoire  ___  Algérie  ___  1=Oui 2=Non Nigéria  ___  Mali  ___  Autres à préciser .....  ___
Q21c	Effectifs des migrants retournés vivants actuellement dans le ménage	Hommes  ___  Femmes  ___  Enfants (moins de 15 ans)  ___
Q21d	Quel est l'impact de leur présence sur la situation économique du ménage ?	1. Aucun changement 2. Détérioration  ___  3. Amélioration